

# le prolétaire

M 2414-385-4F

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

DU 16 DECEMBRE  
AU 28 FEVRIER 1986  
23ème ANNEE

4FF  
2FS  
n° 385

## Campagne électorale : terrain de manoeuvres antiprolétariennes

La campagne électorale s'engage dans un climat politique de grande confusion pour la classe ouvrière. Cette confusion se traduit par une perte d'influence importante de l'opportunisme politique et syndical sans que la droite en profite vraiment.

Une telle situation exprime d'abord le fait que les forces bourgeoises, réformistes et opportunistes sont à la recherche d'une nouvelle donne stratégique capable de canaliser le mouvement social dans un jeu d'alternance qu'elles contrôlent entièrement. Une telle élaboration stratégique suppose la réélaboration d'un consensus sur des bases nouvelles et dans des formes appropriées, c'est-à-dire un regain d'influence de l'opportunisme ainsi qu'un partage clairement établi des tâches.

Dans l'attente, les forces bourgeoises et opportunistes sont condamnées à gérer leur avantage politique à court terme, c'est-à-dire sur le plan de tactique immédiate. Les occasions à cet égard leur fournissent un terrain de manoeuvre idéal.

Le souci d'éviter tout dérapage incontrôlé de la situation sociale et politique pousse également ces forces à éviter toute alternance brutale en 86. C'est ce qui explique le recours, au moins pour un certain temps, au système de la proportionnelle, ainsi que les perspectives de cohabitation. Le problème majeur étant de trouver les formes adéquates d'un nouveau système de consensus politique permettant de poursuivre la restauration des profits et des privilèges capitalistes.

Finalement l'état bourgeois puise dans l'arsenal de ses méthodes passées. Le système de la IVème République, dans le cadre d'un régime présidentiel affirmé, revenant à la mode. C'est qu'en réalité le système n'avait pu faire toutes ses preuves en matière de manoeuvres anti-ouvrières, en raison de la guerre d'Algérie, c'est-à-dire de la lutte anticolonialiste des masses algériennes, et des crispations trop fortes provoquées à l'intérieur des rouages de l'Etat. Cela indique à quel point le personnel politique au service de l'Etat bourgeois est capable de tirer un certain nombre de leçons fournies par l'histoire immédiate.

C'est dans ce cadre politique qu'il convient de situer la campagne électorale de mars 86. Elle est d'emblée conçue comme un piège destiné, sur les bases de l'entretien de cette confusion politique, à bernier le prolétariat pour le frapper de manière de plus en plus appuyée. Ainsi derrière le rideau de fumée de rivalités politiques exacerbées, se tisse un accord profond sur la base duquel tous les partis, à leur manière, tirent dans le même sens antiprolétarien. De la sorte, en évitant une alternance dure, qui risquerait de provoquer une reprise des luttes, il s'agit pour les partis de gauche de se remettre en selle. Pour le PS, l'objectif est de se présenter comme un moindre mal, face à la droite et à Le Pen, tout en maintenant son orientation de modernisation des intérêts du Capital et en obtenant la docilité des travailleurs. Pour le PC, ce qui compte c'est de s'imposer comme seul et unique représentant de la classe ouvrière, derrière des attitudes fanfaronnes de radicalisme, afin de défendre servilement les intérêts de ses maîtres bourgeois.

C'est pourquoi si la forme la plus efficace de la cohabitation doit être trouvée, son contenu est déjà appliqué dans la réalité dès le début de la campagne électorale.

L'objectif pour les révolutionnaires est donc prioritairement de dénoncer toutes les manoeuvres que déploie cette campagne de préparation des élections de mars 86. Pour cela un des objectifs prioritaires est de dévoiler la signification des efforts entrepris par le PS pour redorer son blason comme rempart face aux excès de la droite ou de l'extrême droite; un autre objectif est de combattre politiquement la prétention du PCF

à représenter les intérêts prolétariens et de l'obliger à jeter bas les masques qu'il utilise.

Cela suppose de mener un travail de propagande et d'agitation contre la défense de l'intérêt national, du "patriotisme d'entreprise" qui essaie de pousser à la résignation en faisant croire que les intérêts du travail salarié sont compatibles avec ceux du Capital, contre l'action diplomatique et militaire de l'impérialisme français. Questions qui ont toutes été revalorisées au moyen d'un habile travail de conditionnement et d'intoxication politiques mené par la gauche au pouvoir, toutes tendances confondues. La gauche, loin de représenter un moindre mal ne fait que renforcer l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire l'application des remèdes ouvertement préconisés par la droite.

Une autre tâche est de contribuer à empêcher, dans la mesure des possibilités offertes par le rapport de force, le dévoiement des luttes immédiates au nom de considérations électoralistes. Dans ce cadre, ce qui importe c'est de développer un travail pour favoriser toute forme de regroupement des énergies combattives sur le terrain des luttes immédiates ainsi que tous liens horizontaux directs permettant de tisser une union la plus large possible. Que ces regroupements se réalisent dans le cadre des syndicats, quand cela est possible, ou en dehors, l'essentiel étant d'éviter une main mise des directions opportunistes qui, systématiquement, s'efforcent d'imposer des liens verticaux pour freiner la reprise des luttes.

Une autre tâche encore est de favoriser, ce qui est une condition pour mener à bien la tâche précédente, le regroupement des énergies de lutte les plus radicales sur des bases politiques claires, en rupture avec les orientations réformistes et opportunistes, pour pouvoir mener un travail réel en liaison avec les besoins concrets des masses travailleuses. Cela suppose le développement d'un processus de prise de conscience et de mobilisation qui passe par la discussion la plus large possible de tous les problèmes qui se posent aujourd'hui pour le mouvement ouvrier ainsi que par l'élaboration de perspectives indépendantes de lutte en prise avec les questions concrètes auxquelles sont confrontés les travailleurs.

Il est clair, vu l'ampleur du chemin à parcourir, que ces tâches seront loin d'être remplies d'ici mars 86. Mais c'est dès maintenant qu'il faut commencer à poser des jalons permettant aux forces d'avant-garde de se reconstituer et de se préparer aux inévitables explosions de lutte qui couvent et qui inquiètent tant les experts du maintien de l'ordre bourgeois. C'est dès maintenant qu'il convient de creuser un sillon que les différents épisodes de la lutte des classes élargiront et ensemenceront inévitablement.

La campagne électorale de 1986 est l'occasion d'entreprendre un travail patient destiné à se prolonger bien après. Dans cette perspective, nous ne devons pas cacher la faiblesse de nos moyens. Nous invitons tous nos lecteurs à appuyer nos efforts en nous envoyant des informations destinées à renforcer notre journal qui est aujourd'hui notre principal instrument de lutte.

Nous les invitons à utiliser cet instrument autour d'eux pour créer, dans la mesure du possible, des cercles de discussion politique ainsi que des cercles de lecteurs avec lesquels nous pourrions engager un travail politique permettant l'élaboration de petites campagnes de propagande en liaison avec les exigences de la défense des intérêts prolétariens et de la lutte des masses. C'est ensemble, sur la base d'orientations politiques indépendantes de toute influence bourgeoise et opportuniste que nous pourrions engager et développer un travail qui, quoique long et difficile, est plus que jamais indispensable.

## ANTIRACISME MARCHER OU LUTTER

Un rapport de 1983 de l'OCDE sur l'immigration en Europe définissait les jeunes issus de cette immigration comme "une bombe (...) peut-être prête d'exploser dans différents pays européens". Les émeutes récentes en Angleterre ont montré que les craintes des sociologues de l'OCDE n'étaient pas infondées.

En France, la gauche, dès son arrivée au pouvoir, s'est employée à garantir le maintien de la paix sociale en diminuant les tensions par certaines mesures (comme la confirmation de l'arrêt des expulsions des jeunes nés ou ayant grandi en France) et en s'appuyant sur un dense réseau associatif dont elle a facilité le développement et qui a pour but de canaliser et de dissiper les énergies combattives.

La marche de 1983 pour l'égalité et divers épisodes qui ont suivi ont cependant témoigné de la puissance que pouvait prendre un mouvement qui aurait unifié les poussées de lutte contre le racisme et l'exploitation de ce secteur de la jeunesse.

C'est dans ce contexte que sont nées les 2 marches de cette année, non à la suite d'un mouvement de lutte ou d'une période d'affrontements sociaux, mais avec le but avoué de défendre la paix sociale.

( Suite en page 2 )

## RENAULT Brisons la tutelle des bonzes!

En mai 84, Krasucki se faisait tancer de "mou" par le comité central du PCF, fébrilement occupé à échapper à une inéluctable décadence et espérant retrouver un peu de souffle par une politique syndicale plus musclée. Il faut dire qu'en mars à Citroën-Aulnay par exemple le ton de la CGT était à l'extrême modération : "il faut d'abord épuiser toutes les possibilités de négociations" avant l'usage de la grève déclarera d'ailleurs le représentant de la CGT. En décembre, Krasucki, ayant enfin compris son devoir lançait l'idée d'une grève générale, "pas une grève de 24 heures, mais un mouvement plus important" ira-t-il jusqu'à dire. N'oublions pas qu'entre temps les ministres du PCF avaient quitté la baraque gouvernementale, laissant ainsi les mains plus libres à la CGT, non pas pour organiser une riposte de fond aux restructurations, mais pour, de coups de gueule en actions d'éclat, donner l'illusion d'une lutte radicale.

Finie la dure épreuve de Talbot-Poissy en janvier où la CGT s'écrasait devant les 1 905 licenciements et où Krasucki déclarait pour ménager son camarade-ministre du travail Ralite, que "c'est le dernier mot du gouvernement, c'est le dernier mot de la direction de Peugeot. Cela ne me gêne pas".

Mais le jeu politique bourgeois de changement gouvernemental en juillet 84 et la sortie des ministres "communistes" n'expliquent qu'en superficie les choses. Les prolétaires sont depuis dix ans écrasés par la pression permanente du capital sur leurs conditions de vie matérielles et sociales et, malgré un effritement généralisé des luttes, la bourgeoisie peut craindre, dans une situation qui va en s'empirant, un brusque retour de flammes sociales combiné à une perte du contrôle qu'ont les appareils syndicaux sur les prolétaires. Quelques épisodes de lutte, rares encore, viennent

sonner l'alarme. Ainsi lorsque les chemins se mettent en grève en mai 84 contre le plan d'application des 35 heures, les bonzes sont pris de court et ne peuvent que courir après le mouvement tout en le taxant, à la CGT, de "minoritaire", d'"illégal" et d'"impréparé".

La fonction de la CGT est donc d'occuper le terrain avant que les ouvriers ne l'accaparent eux-mêmes hors du contrôle des appareils syndicaux en se dotant d'une structure de lutte indépendante, telle un comité de grève élu sur une base ouverte. Elle agit ainsi contre toute spontanéité des luttes en les étouffant par un programme de "luttes" et "grèves" presse-bouton et donc en empêchant que les prolétaires tirent de leurs actions les expériences utiles pour le renforcement de leur unité, de leur volonté de lutte et de leur capacité organisationnelle.

( Suite en page 4 )

## APRES GENEVE, ON CONTINUE!

Le sommet de Genève s'est déroulé paraît-il de façon heureuse : les 2 grands ont parlé en tête à tête, se sont serrés la main et ont accepté de se revoir; "le monde respire mieux" à même titrer un quotidien.

Dans les faits cependant, aucun accord sur aucun problème n'a été conclu. Les "faucons" américains se sont bruyamment félicités que Reagan n'ait pas "cédé" à Gorbatchev, et en Union Soviétique les médias se sont sans doute vantées que Gorbatchev ait "contraint" Reagan à discuter.

Alors, un sommet pour rien ? En réalité, ce sommet s'est déroulé à un moment particulier des relations inter-impérialistes et il ne peut se comprendre que si on saisit l'évolution de la situation internationale, dont le fait le plus important sur ce plan est l'initiative américaine dite "guerre des étoiles" ou "SDI".

( Suite en page 6 )

## ANTIRACISME

( Suite de la page 1 )

### LES 2 MARCHES

La presse (1) a largement expliqué comment est née la "marche des droits civiques", dite aussi "marche des Beurs", grâce à des subventions du Ministère des Rapatriés et de la Présidence de l'Assemblée Nationale. L'orientation originelle est de faire inscrire le maximum de jeunes sur les listes électorales et de soutenir les "listes beurs" pour créer un "lobby électoral immigré". Le parti socialiste voit évidemment dans cette initiative un renfort pour les futures élections; mais plus fondamentalement ses promoteurs, comme le démocrate Jesse Jackson aux USA vis-à-vis des noirs, cherchent à intégrer une communauté socialement et politiquement peu contrôlée, au système politique bourgeois.

Nous avons déjà parlé dans ces colonnes de "SOS-racisme", promoteur de la 2ème marche. Disposant de fonds (gouvernementaux et non gouvernementaux) importants, d'une puissante couverture médiatique, toutes choses qui indiquent l'appui de larges secteurs de la bourgeoisie, SOS peut jouer à un niveau de masse sa fonction de défenseur de la démocratie et de la concorde entre les classes. Cet été il a pu récupérer à plusieurs reprises des manifestations contre les crimes racistes dans le Midi et imposer, y compris parfois contre des manifestants, ses slogans pacifistes.

Outre ses parrains officiels qui vont des organisations sionistes, à des secteurs du PS jusqu'à Stolér, le tristement célèbre secrétaire d'Etat aux immigrés de Giscard, SOS a le privilège de compter parmi ses partisans les plus résolus la LCR et, derrière celle-ci, un certain nombre de groupes d'extrême-gauche.

Depuis leur départ, ces 2 marches n'ont pas rencontré le succès qu'elles espéraient. La "marche pour les droits civiques" a dû discrètement abandonner ses appels à l'inscription sur les registres électoraux pour se rabattre sur les thèmes justice, police, qui, eux intéressent indéniablement les jeunes.

SOS, de son côté, a constaté le faible écho, voire l'opposition qu'il rencontre chez beaucoup d'immigrés. Il paye ainsi son engagement dans des campagnes sionistes, lors de la venue de Gorbatchev par exemple, alors même qu'il refusait de prendre position sur le raid de Tunis, l'anniversaire des massacres de Sabra et Chatila et en général sur le racisme en Israël.

La marche de SOS, destinée à asseoir son implantation en province, démontre au contraire sa difficulté à établir des liens avec l'immigration qu'elle prétend pourtant englober dans son vaste rassemblement multi-racial. Le plus souvent les maigres rassemblements qui ont accueilli la marche n'étaient composés que de militants de l'extrême-gauche et des associations démocratico-humanitaires anti-racistes. Pour tenter de remonter la pente, de fortes pressions ont été exercées de divers côtés pour fusionner les 2 marches, sans succès; mais de toutes façons la "marche pour les droits civiques" aurait bien été en peine de fournir à SOS les jeunes issus de l'immigration qu'il recherche...

### AUTO-ORGANISATION ?

Un certain nombre d'associations de jeunes ont refusé de marcher dans ce qui apparaissait trop comme des opérations politiciennes douteuses. A défaut d'une ligne alternative à opposer à ces marches, le mot d'ordre d'**auto-organisation** a pu apparaître comme définissant le mieux une autre voie, celle de la défense des intérêts des jeunes issus de l'immigration contre l'Etat et les racistes.

Mais un mot d'ordre ne vaut que par son contenu; et lorsque des hauts fonctionnaires de l'Etat bourgeois approuvent ce concept (2) et ce mot d'ordre il y a lieu de se méfier.

Une véritable défense contre le racisme, pour l'égalité des droits, n'est possible que sur des bases combattives, en rupture avec l'Etat et ses serviteurs, surtout lorsqu'ils se déguisent en amis des immigrés. Lorsqu'il s'agit de crier "à bas le Pen" il est certes possible, comme c'est le cas dans SOS, de se fonder dans un front qui va de la bourgeoisie libérale aux trotskystes de la LCR; mais s'il s'agit de combattre les discriminations et l'oppression qui pèsent sur les immigrés, il faut alors se rendre compte que c'est l'Etat qui maintient ces discriminations et cette oppression, que c'est le gouvernement de gauche actuel qui les a renforcées et qui les applique sans faiblir et que c'est la division de la société en classe qui en est la cause.

Dans la situation actuelle où n'existe pas de mouvement de classe, où les luttes ont reflué, la rupture des liens avec l'Etat et les associations et partis bourgeois de gauche ou d'extrême-gauche n'est pas possible à grande échelle.

Mais il revient aux éléments d'avant-garde de construire les éléments d'**organisation autonome sur des bases de classe**, indépendantes de l'Etat et du réformisme, sur lesquelles puissent s'appuyer les poussées de révolte des jeunes contre les exactions racistes.

- 1) cf. "Libération" du 30/10/85;  
2) A Lyon, lors du meeting des "Jeunes Arabes", le 26/10.

**le prolétaire**  
organe du parti communiste international

**A BAS LE RACISME  
HALTE A L'OFFENSIVE  
ANTI-IMMIGRÉE !  
POUR UN ANTI-RACISME  
DE LUTTE DE CLASSE !**



## Crimes racistes qui arme le bras des tueurs ?

Les tueurs racistes sont-ils seulement des individus détraqués, isolés, adorateurs de Hitler ou admirateurs fanatiques de Le Pen, comme le prétendent les médias ?

A qui profitent les crimes racistes et qui les encourage ?

- Le Pen base ouvertement sa propagande sur la lutte contre les immigrés, sur l'apologie du racisme et du chauvinisme; parmi ses supporters se rencontrent des tueurs racistes, comme ceux qui, il y a quelques semaines ont assassiné à Avignon un jeune marocain, après un de ses meetings.

- la droite "classique" n'hésite jamais à attiser la haine envers les immigrés, depuis Chirac pour qui 2 millions d'étrangers en moins, ce serait 2 millions de chômeurs en moins, jusqu'à Gaudin qui se plaint du nombre d'Arabes à Marseille, en passant par Léotard qui crée une police municipale dans sa ville et rêve qu'elle se lance dans des "opérations coups-de-poing".

- mais qui, depuis 4 ans qu'ils sont à la tête de l'Etat, a non seulement laissé faire, mais encore **pratiquement encouragé** la montée du climat raciste et anti-immigrés, sinon les partis dits de gauche ?

Qui s'est vanté d'avoir fermé hermétiquement les frontières et d'avoir battu les records d'expulsions et de refoulements de travailleurs immigrés ? Qui s'est vanté que 10 % des personnes en prison soient des immigrés en attente d'expulsion ? Qui a interdit le regroupement familial (mesure jugée inhumaine quand la droite avait essayé de l'appliquer) ? Qui a généralisé les quotas de familles étrangères dans les cités HLM ou les quartiers, selon les pires méthodes racistes ? Qui a inventé le slogan "la droite c'est l'immigration sauvage, la gauche, c'est l'immigration contrôlée" ? Qui a traité les grévistes de Renault de fanatiques musulmans à la solde de Khomeiny ? Qui a couvert les exactions racistes de la police (responsable de la majorité des crimes racistes) ? etc.

Depuis 4 ans les gouvernements de gauche, puis du seul PS, ont continué la politique des gouvernements précédents : **maintenir l'immigration dans une situation d'infériorité sociale**, maintenir et **aggraver** le véritable état d'exception qui pèse sur elle.

Le refus par exemple du droit de vote aux immigrés s'explique par la volonté bien arrêtée de leur refuser l'égalité des droits. La cause de ce refus n'est pas la crainte de "heurter l'opinion publique" : quand il s'est agi d'imposer l'austérité, de supprimer des dizaines de milliers d'emplois, de baisser les salaires réels, les partis de "gauche" n'ont pas hésité à heurter leurs propres électeurs.

**En réalité ces partis, soi-disant socialiste ou communiste, n'ont d'autre objectif fondamental que la défense des intérêts de "l'économie nationale", c'est-à-dire les intérêts du capitalisme français.** Et ils sont prêts à poursuivre ce but par tous les moyens, que ce soit en envoyant des soldats se battre en Afrique ou au Liban, en envoyant des commandos couler un bateau pacifiste, ou en laissant se développer un climat qui permet à des tueurs avec ou sans uniforme de "casser du bougnoule".

Tout particulièrement en période de crise économique, il est très précieux pour le capitalisme d'avoir une fraction importante de la classe ouvrière rendue soumise et docile par un véritable **terrorisme d'Etat**, par une insécurité permanente à cause de la multiplication d'actes racistes, et désignée comme **bouc-émissaire** responsable du chômage, de la délinquance, etc.

Cette pression accrue contre les immigrés, jalonnée par les victimes des racistes, s'inscrit dans l'**offensive anti-ouvrière** qui se mène sous le signe de l'**austérité**, de la **flexibilité**, au nom de la bonne santé et de la "modernisation" de l'économie et du rayonnement" de la France.

Cette offensive capitaliste, vécue quotidiennement dans les entreprises, est menée en grand par l'Etat bourgeois et relayée à tous les niveaux par les différents partis qui prennent tous leur place dans une campagne idéologique nationaliste et chauvine (de "produisons français" à "la France aux français").

Il n'est pas possible de s'opposer aux effets de cette offensive en s'alliant aux partis qui la mènent ou en implorant l'Etat, instrument du capitalisme, d'aider les victimes du capitalisme. Les partis réformistes avaient, dans l'opposition, laissé les luttes des immigrés isolées; ils les ont combattues au gouvernement, ils les trahiront à nouveau demain.

On ne peut répondre aux actes racistes, dont le capitalisme est responsable, qu'en commençant à créer un **rapport de forces** suffisant par l'**organisation autonome des énergies combattives** sur des bases de lutte de classe, indépendamment des défenseurs professionnels de l'ordre établi, ou des spécialistes de l'anti-racisme publicitaire. La seule chose que craignent les bourgeois et leurs hommes de main, c'est l'apparition d'une force de classe combattive et la menace de rompre la paix sociale: C'est dans ce sens qu'il faut aller !

**AUTO-DEFENSE PROLETARIENNE CONTRE LES CRIMES RACISTES !  
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! EGALITE DES DROITS !  
A BAS LE NATIONALISME ET LE CHAUVINISME ! A BAS L'IMPERIALISME !  
C'EST LE CAPITALISME QUI CREE LE RACISME, C'EST LUI QU'IL FAUT COMBATTRE !**  
(TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES)

## SOLIDARITE DE CLASSE CONTRE LA REPRESSION

Acquittés une première fois le 9 mai 85 par le tribunal de grande instance de Lille, 2 rédacteurs d'Otages qui comparaissaient une seconde fois, après appel du parquet, ont été condamnés le 15 novembre à 15 mois de prison dont 10 avec sursis, assortis d'une mise à l'épreuve pendant 5 ans; mise à l'épreuve qui porte sur des interdictions de quitter le département, de recevoir des personnes, etc. et qui est surtout destinée à les empêcher de militer.

Cette condamnation survient après qu'un autre rédacteur du journal Otages, J.P Mouille ait été victime le 29 octobre 85 d'une tentative de liquidation de la part de la police. Au-delà des prétextes du procès (recel de malfaiteurs, détention d'armes), démolis par Y. Deschamps et T. Destrieux, la justice et son bras armé la police veulent faire payer à ces militants leur engagement contre l'enfermement et la répression bourgeoise, leur dénonciation de l'administration pénitentiaire et du système judiciaire; d'autant plus que la révolte des prisons (1) du mois de mai a fait voler en éclats l'image patiemment constituée par Badinter sur l'humanisation des prisons et une évolution positive de la justice.

Par ailleurs les échos de cette révolte contre l'arbitraire et les conditions de vie en milieu carcéral ont été en partie portés par des journaux comme Otages, et certaines radios libres, sans compter l'aide substantielle apportée aux détenus pour soutenir leurs revendications à l'extérieur des prisons et dans certains cas les aider à affronter les dédales juridiques.

C'est donc l'activité militante qui est visée et en particulier le fait de s'attaquer à un point particulièrement sensible du dispositif de l'ordre bourgeois: le bloc Police-Justice-Prison. Cette opération "coup de poings" n'est pas un fait isolé mais doit être reliée aux "bavures" policières qui rétablissent de fait la peine de mort, à l'allongement des peines de prison qui touchent les jeunes prolétaires sans emploi, aux attaques racistes d'individus et de groupes-cibles contre les immigrés et leurs familles, à la légalisation de centres d'expulsion type Arenc, à une répression accrue contre certains militants politiques alors que les tueurs à gage du GAL continuent d'assassiner impunément en pays basque, etc. bref, il se développe une répression plus ouverte et plus sensible contre tout ce qui pourrait perturber une paix sociale sous laquelle

s'accumulent des tensions grandissantes.

La situation actuelle est caractérisée par une faiblesse certaine du mouvement social. L'isolement, consécutif à cette situation, des prolétaires et militants combattifs, se trouve renforcé par l'inexistence de structures centralisées capables de coordonner des actions qui dépassent le niveau local et développent des axes d'intervention clairement définis. Ce rôle de centralisation et d'organisation des luttes était auparavant, tant bien que mal, assuré par les organisations politiques de l'ex-trême-gauche et sa mouvance. L'évolution sociale et politique, née de la crise économique, qui a entraîné la dissolution de ces groupes ou leur intégration dans l'ordre social bourgeois sous la forme d'une adhésion plus ou moins critique à l'opportunisme ouvrier ou au réformisme bourgeois de type social-démocrate, tend à bloquer toute possibilité de recomposition d'un mouvement social combatif dans la mesure où "l'échec" des organisations issues de mai 68 est souvent faussement attribué à la forme politique (prétention à constituer un parti révolutionnaire) qu'elles ont prises, relayé en cela par des théorisations erronées sur la disparition du prolétariat et de son rôle social et politique fonda-

mental pour la transformation des rapports sociaux bourgeois.

Pour lutter contre la répression bourgeoise et renforcer une résistance de classe face à la crise, il est impératif :

- 1) de constituer dès aujourd'hui un organisme de lutte contre la répression qui aurait pour tâche essentielle la coordination et la centralisation des luttes qui se déroulent sur ce terrain en favorisant la création et l'élargissement d'un réseau capable de soutenir par une action matérielle et de propagande les groupes de militants frappés par la répression bourgeoise,

- 2) de développer une action en direction des luttes sociales qui permettent de se lier aux prolétaires afin de briser l'isolement mortel, soigneusement entretenu par les forces bourgeoises et opportunistes, dans lequel sont souvent cantonnés les militants et les prolétaires les plus combattifs.

1) Une brochure publiée par "Parloir libre" et intitulée "Venceremos" réunit un certain nombre de documents sur ce sujet. Prix 10 FF. Adresse de contact : 18, rue Vieuville - 75018 PARIS.

# Immigrés : boucs émissaires

La campagne électorale de mars 1986 s'intègre pleinement dans le dispositif politique mis en place depuis 4 ans par les forces politiques bourgeoises et opportunistes (toutes tendances confondues) pour museler tout mouvement social d'envergure en France. Ce dispositif relaie la politique de "modernisation et de restructuration", c'est-à-dire d'austérité menée par la gauche pour restaurer les profits capitalistes au moyen d'une exploitation accrue des masses travailleuses. Pour celles-ci l'oppression quotidienne devient de plus en plus pesante (sans que pour autant leur situation soit encore comparable avec celles des masses du Tiers-Monde) alors que les exigences du Capital sont loin d'être satisfaites; comme nous l'avons à maintes reprises souligné dans les colonnes de notre journal.

Cela signifie que l'offensive anti-prolétarienne se poursuivra et s'accroîtra. C'est pourquoi il importe d'abord pour tous les défenseurs de l'ordre capitaliste de mener à bien cette offensive en frappant les travailleurs non pas frontalement mais par étapes successives, pour éviter une résistance généralisée. Cela suppose donc la nécessité de s'attaquer, de manière plus intense, aux couches susceptibles d'être les plus combattives parce que les plus exploitées. Cela suppose également de diviser les travailleurs pour mieux les neutraliser et les étrangler, voire même chercher à obtenir l'adhésion de certaines couches à l'offensive menée contre d'autres.

C'est dans ce cadre que doit être située l'odieuse pression, chaque jour plus forte, qui s'exerce contre les travailleurs immigrés. Ceux-ci sont depuis longtemps soumis à une véritable terreur (rafles policières, sévérité des tribunaux, tracasseries administratives, contrôles aux frontières, précarisation du travail, assassinats etc...) destinée à les transformer en véritable souffre-douleurs du Capital tout en les présentant comme les responsables de la crise, du chômage, de l'insécurité. C'est là qu'intervient le développement de toute une argumentation raciste systématiquement injectée au moyen des médias et des déclarations politiques.

Pour nous le racisme n'est pas un phénomène épisodique

ou superficiel mais bien une des formes par lesquelles se manifeste l'offensive anti-prolétarienne des forces capitalistes en France. Dans la manifestation du racisme il y a deux éléments qui se rejoignent. Le premier s'appuie sur un sentiment xénophobe lié à la fois à l'empreinte idéologique, politique et culturelle du colonialisme et de l'impérialisme au sein de la population française et à la profondeur des sentiments bourgeois largement répandus en France. Cela d'autant plus que le mouvement ouvrier, longtemps resté sous la coupe des partis sociaux-impérialistes comme le PC et le PS n'a jamais pu développer une lutte large et décidée contre la politique impérialiste de son propre Etat. Cette situation est également accentuée par le fait que, sous l'influence de l'opportunisme, et régulièrement depuis 1945, voire même 1934, les luttes ouvrières, souvent résolues et magnifiques (comme en 1968) n'ont pu se hisser de manière durable à un niveau de conscience rompant définitivement, sur le plan politique, c'est-à-dire programmatique et tactique, comme sur le plan organisationnel, avec toute orientation de collaboration de classe. Cela a ouvert la porte à une permanence de l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise dans la société française.

Le deuxième élément correspond à l'utilisation par les adversaires du prolétariat - toutes tendances confondues (de l'extrême-droite à l'opportunisme politique et syndical) mais chacun à partir de sa fonction politique, dans le cadre de la division du travail nécessaire à la défense de l'ordre capitaliste et impérialiste - de ces influences petites-bourgeoises pour accentuer la division parmi les masses ouvrières et laborieuses, et neutraliser les couches les plus remuantes.

C'est pourquoi la lutte contre le racisme, expression de la domination du capitalisme, ne peut se faire, pour être efficace, que sur la base d'orientations en rupture politique complète avec toute orientation réformiste ou petite-bourgeoise. Ce qui implique, répétons-le, la reconnaissance du racisme comme un obstacle à part entière sur la voie de la lutte des travailleurs, de tous les exploités, pour leur émancipation.

Aussi la dénonciation du racisme ne peut-elle se borner à la lutte contre le Pen. A cet égard le Pen joue exclusivement le rôle de détonateur sur la scène politique; de pion dont les interventions permettent à tous les autres de se situer, sur l'échiquier bourgeois, pour faire imposer le fait que les immigrés "posent un problème réel" tout en se démarquant de son langage excessif et avoir ainsi le "beau rôle".



La combativité ouvrière : voilà ce que cherche à combattre la bourgeoisie par le racisme.

Ainsi le véritable responsable d'une recrudescence du discours raciste depuis plus de 2 ans c'est la gauche au pouvoir. C'est la gauche qui en 1983, lors des élections municipales, a levé toute hypothèque (héritée du "traumatisme" imposé par les camps de concentration de la 2ème guerre mondiale) concernant les problèmes que poseraient une trop grande présence d'immigrés dans les quartiers. En 1983 le PC était au gouvernement et loin de protester ses candidats ont repris à leur façon les mêmes arguments

que Deferre à Marseille. La gauche a ainsi contribué puissamment à banaliser le discours raciste. Ce ne fut pas de sa part une volte-face mais l'aboutissement naturel, d'une orientation déjà largement appliquée, mais de manière plus voilée, à la tête des municipalités; et ce depuis longtemps. La déclaration de Fabius lors de son face à face avec Chirac comme quoi le consensus était possible sur le terrain de l'immigration en dit long sur la réalité des positions du gouvernement et du PS. Et si certains amis de Fabius l'ont critiqué pour sa franchise c'est exclusivement parce qu'il a maladroitement levé le voile sur l'ignoble cynisme de cette gauche-là. Quand Mitterrand affirme lors de sa conférence de presse que les immigrés, en situation régulière, sont chez eux cela exprime le souci du pouvoir de frapper les travailleurs immigrés tout en prétendant les défendre. Il suffit de rappeler que la situation régulière d'un travailleur immigré disparaît quasi automatiquement avec la perte de son emploi, d'un domicile fixe, etc.

Aussi la lutte contre le racisme passe-t-elle non pas par le fait de privilégier la dénonciation de le Pen mais de la politique du gouvernement et de la gauche auxquels celui-ci sert uniquement d'alibi.

Nous reviendrons dans un prochain article sur la question des chiffres utilisés à propos de l'immigration concernant leur "coût social", ils produisent en réalité bien plus qu'ils ne coûtent, de leur pseudo responsabilité dans le développement du chômage (ils font partie des couches prioritairement frappées par le chômage) ou de leur soi-disant propension à être des délinquants, alors que ce sont les truands du Capital qui nous gouvernent, nous oppriment et nous exploitent quotidiennement.

Mais ce qu'il fallait d'abord rappeler c'est que la lutte contre le racisme ne se développe pas sur le terrain des chiffres mais bien des orientations politiques de lutte et de la solidarité active prolétarienne. ●

## PCF : PIECE MAITRESSE DU DISPOSITIF POLITIQUE BOURGEOIS

Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises de la situation de désarroi et de confusion dans laquelle se trouvent aujourd'hui en France les masses travailleuses (cf le Proletaire n°384, "le mouvement ouvrier à la croisée des chemins"). Cette situation entraîne, notamment depuis 81, une certaine retombée des luttes, malgré certains sursauts courageux. Comme nous l'indiquons par ailleurs dans ce numéro, le calme social est en réalité une façade derrière laquelle se devinent des signes annonciateurs de craquements qui risquent de réduire à néant (perspective dont il faut non seulement se réjouir mais qu'il faut surtout préparer dès maintenant) les tentatives menées par l'ensemble des forces au service de l'ordre bourgeois pour forger le consensus indispensable à la restauration des profits capitalistes.

Ce calme social est le produit d'une longue période de défaites politiques historiques du prolétariat en France. Défaites entrecoupées d'avancées de lutte, comme en 1968, qui n'ont pourtant pas eu de prolongement permettant la recomposition sur des bases indépendantes du mouvement ouvrier. Les forces bourgeoises s'efforcent d'utiliser bien sûr leur avantage avec cependant la crainte permanente d'une reprise des luttes et surtout d'une reprise qui ne soit plus contrôlée par l'opportunisme politique et syndical qui paie aujourd'hui sur le plan de son influence au sein des travailleurs, le prix de sa politique de collaboration active avec l'Etat.

C'est pourquoi il importe aujourd'hui, au moment où le mouvement prolétarien est à la croisée des chemins, de rappeler les différents aspects des défaites subies depuis 50 ans par la classe ouvrière. Cela est indispensable pour s'atteler à la tâche de préparation des conditions politiques d'une reprise des luttes. Car contrairement au romantisme révolté à tendance anarchisante ou aux conceptions excitatrices des tenants de la mouvance A.D., nous pensons que le développement de la lutte réelle de couches ouvrières, en dehors des

entraves de l'idéologie collaborationniste et réformiste ou du légalisme pleurnichard, doit s'appuyer sur un solide bilan. La solution à ce grave problème ne réside donc pas dans l'exhortation mais dans un travail complexe et diversifié encadré par des analyses politiques claires. Cela est d'autant plus nécessaire que depuis un an le PC et la CGT s'efforcent de se donner des allures combattives pour mieux freiner toute reprise.

Le PCF joue un rôle central dans les défaites que le prolétariat a subies depuis près de 50 ans. C'est lui qui a contribué à canaliser la combativité ouvrière à partir de 1934 dans la stratégie du Front Populaire, c'est-à-dire d'alliance avec les fractions réputées progressistes de la bourgeoisie contre les fractions dites fascistes. Ce faisant le PCF a enfermé dès 1934 le mouvement ouvrier dans une perspective de lutte (présentée comme étape obligatoire avant la lutte pour le socialisme) où il servait de force d'appoint. Il a ainsi préparé l'alignement du prolétariat derrière un bloc impérialiste contre l'autre lors de la deuxième bouclerie mondiale.

Durant l'occupation, période au cours de laquelle des groupes ouvriers de plus en plus nombreux n'ont pas hésité à prendre les armes, le PCF est parvenu au nom d'une idéologie ignoblement nationaliste à endiguer les poussées de lutte dans une orientation de collaboration de classe abandonnant toute perspective de révolution prolétarienne. Faut-il rappeler que l'organisation de masse du PCF s'appelait alors le Front National!..

En 1945 le PCF joue un rôle essentiel dans la reconstitution de l'Etat français sous la houlette du général De Gaulle. Il négocie au sommet la soumission de la classe ouvrière avec les forces politiques de la bourgeoisie obligeant les groupes de résistance à remettre leurs armes et à se ranger sous l'autorité du gouvernement bourgeois, et s'efforçant de faire accepter cette soumission par la base.

Si en 1947 le PCF quitte le gouvernement, c'est tant en raison de la situation internationale (début de la guerre froide) que dans le but d'imposer dans les faits l'abandon de toute pratique réelle de lutte de classe. Ainsi le pseudo-discours de lutte de classe du PCF sert à masquer sa fonction de pilier dans l'élaboration d'un consensus national qui depuis ne s'est jamais démenti.

Aujourd'hui le PCF a en large parti épuisé ses cartouches contre-révolutionnaires en perdant une large part de son influence parmi les masses. C'est pourquoi, en fonction de la chute historique de sa trajectoire, il s'efforce de réélaborer une orientation politique, dans le cadre d'une nouvelle division des tâches négociée à nouveau au sommet, avec les forces du capital; cela afin d'imposer, sous des allures pseudo-radicales au service d'un programme de plus en plus nationaliste (produisons français, etc...) et de plus en plus édenté, cette orientation au sein des masses. Cela suppose de sa part le besoin de jouer la division avec le PS pour apparaître comme le parti des mécontents. C'est pourquoi la direction Marchais-Leroy est maintenue en place.

A cet égard, les élections de 1986 représentent un test important. En cas de progression de son influence le PC, sous sa forme actuelle, pourra continuer à jouer un rôle essentiel dans le dispositif politique et idéologique antiprolétarien. En cas d'échec, il devra reconsidérer entièrement sa fonction et son activité pour continuer à servir les intérêts du Capital. C'est ce qui explique l'attitude des éléments "réformateurs" style Juquin ou autres qui dès maintenant prennent date pour le cas où cela serait nécessaire. Cela éclaire également la mise provisoire en veilleuse de gens comme Fiterman afin qu'ils soient en mesure de mener à bien les transformations en profondeur du PCF pour qu'il continue à servir de lieutenant zélé du Capital. La défense des intérêts

de l'ordre bourgeois impose aux opportunistes de véritables "prouesses" acrobatiques.

Il importe que les révolutionnaires et les ouvriers combattifs mettent tout en oeuvre pour faire échouer ces manoeuvres. ●

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "proletaire".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg

### ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG.

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :

Editions programme  
12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE

### IMPRIMERIE

IMPRES  
30, rue de Lingolsheim  
67810 Holtzheim  
Distribué par les NMPP  
n° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926.

# RENAULT: Brisons la tutelle des bonzes!

( Suite de la page 1 )

Le second rôle que joue la CGT est celui de rabatteur du PCF pour la défense d'un plan industriel fondé sur le repli sur soi-même et l'illusion de sauvegarder ainsi l'emploi par le seul effet démographique dû aux départs en pré-retraite, en retraite ou aux retours au pays.

La grève de Renault en octobre dernier est à placer dans ce contexte-là. Occuper le terrain pour éviter les explosions incontrôlées, défendre par ce biais la politique ultra-chauvine de rapatriement de la production en France, agir ainsi contre la perte de vitesse conjointe de la centrale syndicale et du PCF, tels furent les objectifs de Krasucki, Sainjon et Cie lorsqu'ils lancèrent l'opération publicitaire de Renault comme celle de SKF et autres. Peu importe l'effet négatif sur la capacité de la classe à se renforcer par sa propre lutte ! Pour la CGT seul l'impact corporatiste compte dans la balance.

Cette grève est passée par-dessus la tête des travailleurs, ils n'ont pas pu y reconnaître leur lutte, ils n'ont vécu qu'un baroud d'honneur d'un appareil syndical en putréfaction.

Les travailleurs les plus avancés et déterminés dans la lutte se sont interrogés sur le sens de cette grève. Face aux attaques permanentes de la Régie sur leurs conditions de travail, la grève est la seule arme qu'ils puissent utiliser à la fois pour imposer un rapport de force en leur faveur et pour souder leurs rangs et renforcer leur organisation de base. De la grève le résultat le plus formidable qu'ils ont à attendre est, pour reprendre l'expression de Marx, "leur union grandissante". Seule cette union peut faire plier le capital ! Pour la CGT, l'union c'est d'abord son contrôle sur les prolétaires, pour défendre le produit français, jeter à la rue les prolétaires d'ailleurs (d'Espagne en l'occurrence) en rapatriant la production "chez nous" (!), tirer à boulets rouges sur les voitures aux phares trop bridés ou aux chromes trop texans !

La CFDT a eu beau jeu de dénoncer le sectarisme de la CGT et de se draper dans sa virginité blanche. En fait la mise en scène de la CGT apporte de l'eau à son moulin pour démontrer que la grève est un moyen de lutte barbare et archaïque, digne du siècle passé, et qu'aujourd'hui s'ouvre

pour la classe ouvrière l'ère des idées, de la modernisation, du dialogue constructif, de la flexibilité, etc.

Entre les perspectives céfédistes et cégétistes, les travailleurs n'ont pas de choix à formuler, ils ont un combat à mener contre ces deux tendances syndicales qui reflètent en définitive les mêmes aspirations de paix sociale et de relance capitaliste.

La différence entre la CFDT et la CGT dans ses rapports avec l'Etat tient surtout au fait que la conception de modernisation de la production façon Maire reçoit les hautes faveurs ministérielles, alors que la "mise en oeuvre d'une grande politique industrielle soutenue par un marché intérieur dynamique" (!) de la CGT, ne reçoit même pas les honneurs de l'antichambre d'un sous-secrétaire d'Etat. Lorsque le PCF était au gouvernement, la CGT calmait les ouvriers trop remuant en leur promettant les miracles d'un "plan industriel" discuté et négocié en haut-lieu. Maintenant qu'il n'y est plus, elle tente d'utiliser la force de masse des ouvriers pour se rappeler au bon vouloir de l'Etat. Mais le capital français parti à la conquête du marché

européen se rit bien de la "reconquête du marché intérieur".

A Renault comme ailleurs, la CGT essaie de ramener dans son giron les travailleurs mécontents et parle d'unité d'action de toutes les usines de la Régie. Contradiction apparente avec sa politique de cloisonnement systématique des boîtes entre elles, pour éviter toute construction d'un réseau horizontal de solidarité, d'information et de coordination. La prétendue unité d'action de la CGT cache mal sa volonté de contrôler partout la frange combative des prolétaires qui pourrait se dresser contre elle et discipliner les couches immigrées plus enclines à la lutte sauvage. Les prolétaires ne peuvent tolérer encore et toujours une telle politique ! Leur organisation à la base, par-delà les barrières d'appartenance syndicale, leurs liens organisés avec leurs camarades d'autres entreprises, leur capacité de s'organiser en comité de grève hors de la tutelle des bonzeries syndicales, sont la seule solution pour faire renaître les luttes, pour qu'ils se réapproprient leurs objectifs de classe.

1) Comité confédéral de nov. 83.

## Derrière le calme, les premiers craquements

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir les mouvements de lutte de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts ont indéniablement connu un important recul. Cela est dû bien sûr à une précarisation de la situation des travailleurs qui réfléchissent à 2 fois avant de s'engager dans des grèves; mais le rôle de l'opportunisme politique et syndical y est également pour beaucoup. Sur le plan politique la gauche, toutes tendances confondues, pour bernier le mouvement social qui avait confiance en elle a joué, avec un art consommé, la désunion et la discorde pour approfondir la désorientation des masses. Sur le plan syndical, la division orchestrée par les bonzeries des centrales (CGT, CFDT, FO) a relayé le travail des politiques en y ajoutant la destruction systématique de tout lien horizontal qui échappe au contrôle de la hiérarchie des syndicats.

Tout cela contribue à provoquer un désarroi au sein des masses ouvrières dont s'empare avec délectation les idéologues bourgeois ainsi que les commentateurs des médias, tous plus zélés les uns que les autres pour pronostiquer la fin de la lutte des classes, le "caractère périmé" du marxisme et autres fadaïses.

En réalité cette hâte a enterré définitivement tout mouvement ample et décidé de lutte ouvrière s'explique par le spectre qui hante l'esprit de ces professionnels de l'intox : une reprise des luttes échappant au contrôle de toute influence opportuniste. Car derrière la façade de calme social se profilent inévitablement les premiers craquements annonciateurs d'explosions futures plus fortes encore.

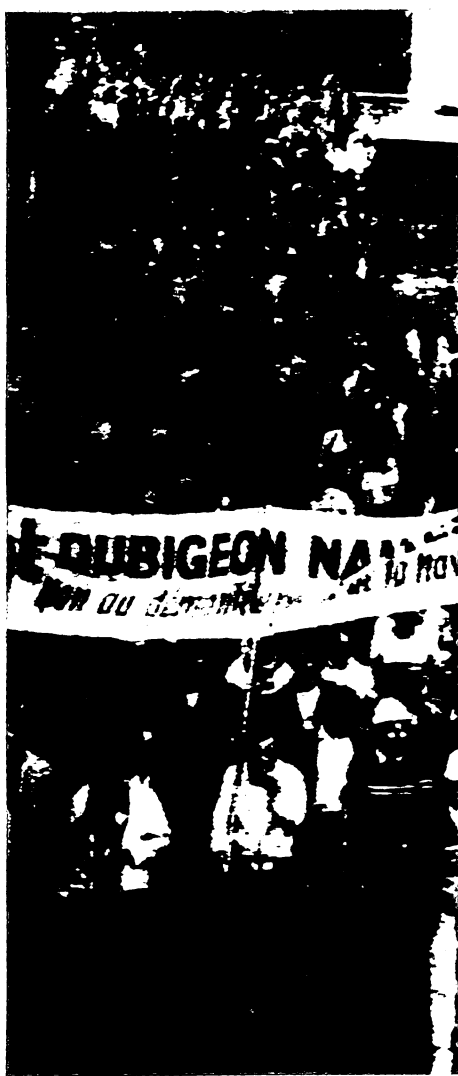
C'est pourquoi nous publions dans ce journal des informations qui nous ont été envoyées par un fidèle lecteur concernant quelques aspects de la situation en Loire-Atlantique, quelques "points chauds".

### LA LUTTE DES DUBIGEON

La première information concerne les chantiers navals Dubigeon de Nantes. Notre lecteur nous informe que dans la première quinzaine du mois d'octobre, "depuis une semaine se déroule une "petite guerre" urbaine avec les CRS. Le pouvoir se garde de mettre "toute la gomme. Les travailleurs de Dubigeon ont bloqué la circulation dans le centre de Nantes en brûlant des pneus; blocage aussi du Pont de Pirmil (communication avec le Sud-Loire); voiture de gendarmerie renversée puis brûlée (sans ses occupants!).

"Avant les incidents" les travailleurs de Dubigeon avaient interdit l'usine à leur direction. Ces derniers jours ils ont saccagé les bureaux de la direction. Approbation de la CFDT (section d'entreprise). Mais la section de la CGT a désavoué le "saccage de l'outil de travail".

"Depuis plusieurs jours il y a des escarmouches aux abords de Dubigeon où les CRS vont patrouiller et grenader. Ils reçoivent beaucoup de pierres et de ferrailles à la fronde.



"Les travailleurs du chantier naval voisin des ACB (Ateliers et Chantiers de Bretagne) se sont joints dans un premier temps spontanément à leurs camarades. Puis ce fut le tour de travailleurs de nombreuses autres entreprises, dont Micmo-Gitane de Machecoul (où 150 licenciements sont annoncés) qui sont venus se joindre aux gars de Dubigeon.

Aux informations régionales un travailleur de Dubigeon a déclaré "avec une très grande détermination" "si la Navale disparaît Nantes brûle!". Même la presse locale dit que les "combats des travailleurs de Dubigeon c'est du jamais vu depuis les grandes grèves de 1955."

Ce lecteur nous apprend qu'un mois plus tard les Dubigeon ont bloqué une drague qui devait être livrée à Bordeaux. Ils l'ont bloquée en arrachant toute la tringlerie. Ceci le matin. L'après-midi ils se sont rendus au siège de la fédération du PS. Affolément des responsables du PS qui s'enferment à double tour. Portes enfoncées. Secrétaire fédéral "coincé" et contraint "au dialogue" pendant que les ouvriers

"déménagent par les fenêtres papiers, tracts ... et les chaises un peu au-dessus des casques des CRS qui sont arrivés très tôt à l'appel de leurs collègues du PS. Selon la presse, il ne semble pas qu'il y ait eu de heurts. Les ouvriers sont repartis d'un pas tranquille après la fin de l'entretien". Ils ont dit "on vous avait promis qu'on demanderait des comptes, on tient nos promesses". "Il ne s'agit que d'un premier pas dans la demande de comptes.

"La CGT bien sûr court derrière en dénonçant la "violence"... que constitue la présence des CRS. "Mais on sait bien qu'elle la tracasse ! "Parmi les travailleurs à la pointe du mouvement il y a probablement des ouvriers de la CGT et d'autres. Mais leur comportement depuis des mois montre qu'ils ont une large autonomie vis-à-vis de la "chose syndicale". Aux dernières informations régionales, on a appris qu'ils avaient bloqué un 35 tonnes qui s'apprêtait à déménager tout le bureau d'études vers Saint-Nazaire".

### EXPLOSION DE COLERE CHEZ LES POMPIERS DE LORIENT

"A Lorient ça a craché un peu, ce qui a donné des images très parlantes, à l'occasion du passage de Mitterrand en octobre. En tête des travailleurs, 100 pompiers (essentiellement CGT) en tenue et casqués. Au total 500 travailleurs environ. Autant de CRS en face. Les accrochages ont été extrêmement vifs et les affrontements ont duré au moins 4 heures (devant la mairie où Mitterrand ne s'est pas pointé). Parmi les travailleurs, les dockers du port, des éléments du CDLA se sont joints et en fin de manifestation des jeunes chômeurs. Les CRS ont eu 33 blessés, dont 11 sérieux qui furent hospitalisés; les manifestants 22 dont 5 hospitalisés. Un manifestant doit passer en correctionnelle parce qu'il est accusé d'avoir frappé un inspecteur de police (ce qui montre le caractère unilatéral de la justice).

"Le lendemain de la bagarre les dockers estimant, comme les autres manifestants, avoir été agressés. Nuit déchargée aucun bateau. Une nuit, par la suite, les portes de l'UL-CFDT ont été brisées et des bombages faits dans les locaux: "collabos-CRS" avec des allusions à Pinochet. La CFDT avait condamné les violences ... des travailleurs bien sûr.

"A l'appel du préfet le syndicat des communes s'est réuni et a voté la dissolution du corps des sapeurs pompiers de Lorient.

"Bien sûr la CGT jette un peu d'huile sur le feu pour ramener quelques voix, à quelques encablures des législatives. Mais il y a un mécontentement très certain (les pompiers depuis longtemps avaient des revendications professionnelles très précises sur lesquelles "on" s'était essuyé les pieds - "on" dont la municipalité PS). La situation ressemble à celle de chez

"Renault. Beaucoup de travailleurs sont réticents par méfiance d'un magouillage politique. En définitive 16 pompiers n'ont pas été repris dans le corps provisoire créé après la dissolution de l'ancien corps. Immédiatement un courant de solidarité et de soutien s'est mis en place à Lorient et dans l'Ouest. Affaire à suivre".

### UNE PETITE GARE OU LA LUTTE DE CLASSE NE S'ARRETE PAS...

"Un fait qui pourrait paraître anodin mais qui est lourd de sens.

"Il y a à Saint-Nazaire une petite gare de la Croix-de-Méau à la hauteur des chantiers de Peuhôët, où s'arrêtent les omnibus, et en particulier, la navette Saint-Nazaire-Redon qui chaque soir ramène chez eux dans la campagne plusieurs centaines d'ouvriers. Ce sont des ouvriers vivant en zone rurale; ils sont souvent fils d'ouvriers ruraux ou bien ont 2 à 3 générations d'ouvrières derrière eux (à Saint-Nazaire ou dans les usines de Redon).

"Voici une dizaine de jours les services de la SNCF ont lancé une bande de contrôleurs dans la navette à la Croix-de-Méau. 70 à 80 ouvriers se trouvaient dépourvus de tout titre de transport. Ils ont résolument refusé toute transaction, et surtout de décliner leur identité. A la station suivante, 7 kilomètres plus loin, Montoir-de-Bretagne, le train a été stoppé, les ouvriers en situation "irrégulière" ont refusé à nouveau de décliner leur identité. Mais ils ont bloqué le train en gare (probablement aidés par quelques autres de leurs camarades). Ils menaçaient en outre de bloquer la voie au Paris-Le Croisic qui était attendu. En désespoir de cause les services de la SNCF ont laissé repartir le train avec son contingent de "contrevenants".

Ces différents épisodes indiquent la tendance future à refuser la résignation face à la domination quotidienne des forces du Capital relayés par leurs auxiliaires opportunistes. Ils indiquent que derrière le calme apparent se dessinent les premiers bouillonnements de mouvement de ras-le-bol qui ne peuvent que s'accroître avec le temps sous les coups répétés de l'exploitation capitaliste et de l'intox bourgeoise. Malgré les tentatives d'individualiser les rapports sociaux se préparent dès aujourd'hui les premiers efforts de regroupement et de résistance ouvrière. Il appartient aux révolutionnaires et aux nuyaux les plus combattifs de tisser, patiemment et avec détermination, des liens organisationnels directs et horizontaux dans les syndicats (quand c'est possible) comme hors des syndicats. Il leur appartient de favoriser un développement de la prise de conscience collective et de forger, sur la base des problèmes réels immenses qui se posent, des axes de lutte pour avancer en dehors de toute influence bourgeoise, petite-bourgeoise et opportuniste. Nous nous efforcerons de contribuer à cette tâche immense mais indispensable.

# CHOMAGE:

## LE REALISME SOCIAL DU SIEUR PAGAT

### RAPIDES RESULTATS DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

Recours accru aux mesures de chômage partiel, rythme soutenu des autorisations de licenciements économiques, montée du travail précaire, développement de "l'économie sociale" qui englobe un secteur visant, d'après ses multiples promoteurs (associations, pouvoirs publics, collectivités locales), à la réinsertion sociale et à la formation professionnelle comme les TUC, les TIG, les stages de jeune volontaire etc..., tout cela confirme les échecs répétés des divers pactes pour l'emploi mis en oeuvre depuis une dizaine d'années et la permanence d'une "armée industrielle de réserve" de plus en plus nombreuse: 3 millions pour la France, 11 % de la population active, soit 20 millions de personnes en Europe, l'année prochaine selon les experts de l'OCDE.

Cette évolution de la situation économique ne manque pas d'avoir des répercussions sur la situation

### LE PACTE POUR L'EMPLOI DU SYNDICAT DE CHOMEURS

Le syndicat des chômeurs créé à l'initiative de Maurice Pagat est le produit d'une absence quasi-totale de l'opportunisme syndical sur le terrain du chômage, alors qu'il devrait faire l'objet de la lutte la plus résolue et la plus systématique puisqu'il concerne en définitive la défense du salaire ouvrier. Nous ne nous étendons pas, ici, sur le rôle du syndicalisme tricolore dont l'action principale a conduit à émietter les luttes en une poussière de conflits se suffisants à eux-mêmes et à développer des revendications corporatistes, partielles et disparates au lieu d'encourager la solidarité par dessus les limites de catégorie, d'usine et de nationalité. Disons brièvement que le syndicalisme officiel a une solution toute prête pour aider les chômeurs: il suffit que l'Etat prenne ce problème en charge et demande aux différents "partenaires sociaux" de s'entendre sur cette question. La lutte ouvrière, connais pas! Normal, pour qui s'efforce depuis 40 ans de réaliser "l'Etat-providence" (providence pour qui?) au travers d'une multitude d'organismes d'arbitrage et de gestion, et ce à tous les niveaux de la société bourgeoise.

C'est sans doute cette situation et la perspective future d'un affrontement entre les classes qui amène M. Pagat à dénoncer "la montée des corporatismes et des égoïsmes" qui "disloque le fragile équilibre des solidarités sociales" et "la distance qui se creuse entre des adhérents de moins en moins nombreux et des militants absorbés par des tâches de gestion" (2).

Conscient des risques sociaux que le chômage fait courir à la société bourgeoise et d'une masse ouvrière livrée à elle-même, M. Pagat brandit sa solution... UN PACTE POUR L'EMPLOI, qu'il propose d'ailleurs

### LES 35 HEURES VU PAR LE SYNDICAT DES CHOMEURS

Pour justifier la revendication des 35 heures, Pagat s'appuie sur la démonstration suivante: le chômage est structurel et durable du fait d'une société incapable de maîtriser les mutations technologiques en cours qui tendent à diminuer considérablement l'offre de travail. (Au passage, il en profite pour déclarer que la révolution scientifique rend caduque les doctrines économiques et sociales nées de la révolution industrielle du XIXème siècle, parmi elles donc le marxisme!). Pour résorber le chômage, deux solutions: une croissance économique forte ou la réduction drastique du temps de travail. Pagat opte pour la seconde. Difficile de croire aujourd'hui à la première! Mais il oublie d'expliquer au passage comment une fantastique révolution scientifique "au gains énormes de productivité" (c'est l'ère des mutants!) s'enlise dans une croissance économique nulle ou faible. Il lui faudrait admettre la concurrence, la surproduction, la remise en cause des rapports de production bourgeois et ... le bien-fondé d'une certaine doctrine économique et sociale du XIXème siècle; ce qui, avouons-le, est un peu dur à avaler pour un moderne! Pour conclure la démonstration, il propose de convaincre les représentants de la bourgeoisie, sûr de son réalisme et de l'évidence de son analyse.

Admettons pour un instant que Pagat croit à sa mission rédemptrice: convaincre les bourgeois de leur "cécité" ou de leur manque de conscience et du risque qu'ils courent à ne pas modifier leur attitude.

Notre réponse est simple. Pour sortir de la crise, les bourgeois veulent croire à une croissance économique

sociale et politique. Elle accroît d'une part la concurrence entre prolétaires - l'agitation faite autour du thème de l'immigration en est une illustration elle pousse, d'autre part, la bourgeoisie et son Etat à multiplier les mesures de division, aidés en cela par le syndicalisme officiel, pour permettre au capitalisme français de conserver son rang sur le marché mondial.

Les prévisions des "experts" de toute sorte montrent que les panacées bourgeoises destinées à combattre le chômage et à rétablir l'emploi, ont échoué et échoueront encore à l'avenir; Mais elles ont cependant, jusqu'à maintenant, réussi à empêcher toute attaque frontale de classe d'envergure, tout en permettant le dégraissage souhaité par le patronat, même si le compte ni est pas, et le rétablissement des profits au détriment de la masse salariale ouvrière prise dans son ensemble (1).

"à toutes les formations politiques, "aux centrales syndicales et au patronat". Ce pacte pour l'emploi veut tout à la fois réduire le temps de travail à 35 heures pour partager le travail entre tous, créer une allocation-base équivalente à 2/3 du SMIC pour tous les demandeurs d'emploi sans ressources ou bénéficiaires d'une indemnité dérisoire, créer de nouveaux emplois et permettre aux chômeurs, pré-retraités et précaires de faire valoir leurs droits dans toutes les instances où se discutent leur avenir.

Si Pagat reprend la revendication des 35 heures, abandonnée par le syndicalisme officiel et propose même d'arriver à 30 heures, ce n'est pas pour en faire un objectif de lutte tendant à unir les actifs et les chômeurs. Pour Pagat, les 35 heures ne sont qu'un moyen pour s'adapter à la crise en attendant que la société bourgeoise parvienne à maîtriser ses propres contradictions. C'est donc fort logiquement qu'il se tourne vers les organismes officiels et vers le parlement afin qu'il se prononce en faveur des 35 heures et intègre "les exclus de l'emploi" dans les différents rouages de l'organisation sociale, en proposant, entre autre, de créer une amicale parlementaire pour rassembler les élus de tout bord qui se seraient prononcés pour le passage immédiat aux 35 heures. Avec une pareille perspective, le syndicat des chômeurs trouvera peut-être une place au pays des mille et une élections, mais les chômeurs eux ne trouveront aucun emploi; sans parler d'une réelle unité qui ne peut s'acquérir que dans et par la lutte, et contre le front uni des couches bourgeoises, de leur gouvernement et de leur Etat. Gestion du chômage, démarches clientélistes vers les divers responsables et élus, propositions de création d'emploi, où est la différence avec les syndicats qu'on dénonce?

forte, c'est-à-dire à une croissance qui rétablisse les profits de telle façon qu'ils puissent ensuite s'investir et créer des emplois pour qu'enfin les ouvriers vivent du produit de leur travail; du moins pour tous ceux qui ne seront pas morts entre temps.

La réduction drastique du temps de travail, seul l'ensemble des prolétaires peut y aspirer et y trouvera son intérêt parce qu'elle les soulagera d'une charge de travail trop forte pour les uns et de la misère pour les autres. La réduction drastique du temps de travail (rappelons nous que la revendication des 40 heures date au moins du début du siècle) n'intéresse pas la bourgeoisie, non parce qu'elle serait par elle-même une impossibilité économique, mais parce que pour l'appliquer en période de crise il faudrait d'une part baisser drastiquement l'ensemble des salaires - ce qui ne pourrait se réaliser aussi pacifiquement que Pagat "semble" le croire - et qu'il faudrait également accorder le réseau d'intérêts contradictoires qui agitent la société bourgeoise. Pour un capitaliste pris à part, les 35 heures (personne ne peut ignorer que les 40 heures comme les 39 heures n'ont jamais été respectées par la bourgeoisie prise dans son ensemble) c'est bon pour les autres; pour lui la durée annuelle du temps de travail qui s'étire et se gonfle au rythme de l'anarchie du marché est bien plus profitable et en prise avec le réel dont se réclame le sieur Pagat. Comment concilier en un tout unique les grandes branches de la production industrielle, les PMI, les PME, le secteur tertiaire, etc...? La bourgeoisie ne veut pas des

35 heures parce que son application soulèverait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait, de son point de vue, naturellement.

Pagat a certainement une réponse toute faite: la FLEXIBILITE, voilà le secret, indémodables rétro-marxistes! La flexibilité c'est l'instrument de la conciliation, le moyen de la réconciliation entre capital et travail. Sauf que la flexibilité n'a pas le pouvoir de créer des emplois mais simplement celui de déplacer l'offre de travail existante, qui diminue sans cesse comme le reconnaît Pagat, pour l'adapter aux fluctuations du marché et donc de provoquer par contre-coup encore plus d'instabilité et de précarité pour les

### LES 35 HEURES D'ACCORD; LA SAUVEGARDE DES PROFITS D'ABORD

Pagat ne fait pas dans la démagogie, il est soucieux de vérité, il défend les "vrais damnés de la terre", ceux qui n'ont pas d'emploi, contre l'égoïsme ... de ceux qui en ont conservé un. Ce qu'il ne dit pas lui-même, il le fait dire par d'autres. Les "Verts" par exemple, qui entonnent l'air des sacrifices dans leur brochure "travaillons tous, vivons mieux, gaspillons moins" pour mieux lutter, paraît-il contre "la désagrégation sociale". Autre exemple, celui de Jacques Dubois, expert judiciaire pour les litiges salariaux près de la cour d'Appel de Paris, dans son article: "35 heures ou même moins" paru dans Partage n°23; vous l'avez compris c'est moins... sur le salaire. C'est aussi la réduction du nombre des travailleurs immigrés mais attention, pas brutalement, parce que cela peut entraîner "des répercussions sur les emplois français à l'étranger" et sur les commandes aux entreprises "du territoire métropolitain". C'est encore des subventions pour former de futurs patrons: "installation de nouveaux artisans et création d'emplois salariés pour les accompagner"; facile, Emile!

Et pour parachever le tout ce sont des mesures de "dissuasion du travail au noir" par le biais d'une déduction pour l'impôt sur le revenu de factures de travaux d'aménagement, de rénovation et d'entretien émanant

### NOS PERSPECTIVES DE LUTTE

Il n'y a pas de solution miracle. Le slogan "travailler moins pour travailler tous" repris par Pagat après la CFDT est une autre formulation du "droit au travail", impossible à assurer dans le capitalisme, qui pour être réalisé immédiatement, doit nécessairement faire appel à la solidarité dans le sens d'un partage de la misère au profit du patronat et de son Etat. Ce type de solidarité s'oppose à la lutte de classe et à la constitution d'un front prolétarien contre la crise.

Les ouvriers combattifs doivent défendre des mots d'ordre clairs et unifiants du point de vue des intérêts réels de la classe ouvrière tels que :

- salaire intégral aux ouvriers licenciés, entièrement à la charge du patron et de l'Etat, sans limitation de durée,
- salaire intégral en cas de réduction d'horaire (y compris de réduction des heures supplémentaires obligatoires),
- salaire égal au SMIC en vigueur pour tous les travailleurs à la recherche d'un emploi.

Seule la dictature du prolétariat pourra assurer le maintien des ressources pour tous. Mais la lutte pour ces revendications dès aujourd'hui est importante car il s'agit de mettre en avant les besoins de la classe ouvrière, contre la logique capitaliste devant laquelle s'inclinent tous les opportunistes du style Pagat, et d'aller dans ce sens, ce qui est possible seulement par la lutte la plus résolue. Une lutte qui cherche la solidarité de classe et non pas la solidarité nationale du patron jusqu'à l'ouvrier. Dans l'immédiat le chômage peut et doit être combattu dans les syndicats et dans les comités spécifiques.

Il ne faut négliger aucune possibilité de travail, étant entendu que la lutte contre le chômage comme du reste la lutte générale de défense des conditions de vie et de travail du prolétariat doit s'assurer de son indépendance vis-à-vis de toute la politique opportuniste qui n'est que la politique bourgeoise au sein des travailleurs.

Nous ne proposons pas de recettes organisationnelles toutes faites. En tout état de cause, aujourd'hui, il faut donner aux chômeurs des pôles

travailleurs.

L'intérêt du prolétariat passe en définitive par la lutte pour la réduction du temps de travail liée à la défense intransigeante du salaire sans se préoccuper de tracer des plans sur la comète en se posant le faux problème de "travailler moins pour travailler tous". C'est dans cette perspective que le lien entre actifs et chômeurs doit être recherché, notamment en avançant la revendication du SMIC pour tous les chômeurs et sans limitation de durée. Ce qui par ailleurs, ne devrait pas être en contradiction pour quelqu'un qui annonce, comme Pagat, "un chômage massif, structurel et de longue durée"... voire.

d'un travailleur indépendant. Flexibilité de l'horaire hebdomadaire, cela va de soi! On est moderne ou on ne l'est pas; quoique "la nouvelle organisation" du travail pourrait s'avérer "délicate" "mais possible à réaliser". Et tout compte fait, il vaut mieux "exclure du champ" "de toute réduction drastique de l'horaire hebdomadaire légal, les 2 200 000 salariés des 780 000 entreprises qui occupent moins de 11 personnes" et surtout "il ne faut pas remettre à l'Etat le soin de régler le problème"; bien que si 3 500 000 agents passaient à un horaire légal de 35 heures et si des emplois nouveaux étaient créés correspondant à 65 % de la réduction du temps de travail on aboutirait à plus de 180 000 créations d'emploi... etc. Un bel exemple de comment tisser une corde pour se pendre? Sans examiner plus en détail le fait que ces mesures n'auraient qu'une incidence minime sur l'emploi sinon aucune, il est clair que ce langage ne s'adresse pas au prolétariat pour l'inciter à la lutte et à l'organisation mais lui dicte au contraire une attitude faite de passivité et de résignation, bien dans l'esprit chrétien de ceux qui l'emploient, et le renforce dans l'idée qu'il doit tout attendre du dialogue social avec ses exploités avec en prime une "sainte" horreur de l'Etat propre à la petite-bourgeoisie qui végète néanmoins dans l'ombre du moloch bourgeois.

de regroupement dans lesquels ils peuvent s'organiser, si possible avec des travailleurs actifs à leurs côtés. Là, tout dépend des rapports de force qui existent où on met en oeuvre ce travail. On peut par exemple s'appuyer sur des sections syndicales combattives. Les prolétaires les plus conscients et les plus combattifs doivent cependant chercher à se regrouper d'une manière indépendante qu'ils agissent au sein des syndicats ou à l'extérieur et se donner une forme spécifique territoriale. Il faut donner à ces regroupements des moyens d'expression (journaux, tracts, affiches, etc.). Les moyens de lutte, étant donné la faiblesse du mouvement social et les réactions sporadiques et clairsemées qui caractérisent la période, doivent être adaptés selon les situations locales tout en se basant sur les orientations générales que nous avons définies plus haut : défense du salaire et réduction du temps de travail, indépendance et solidarité de classe. On ne négligera pas dans l'immédiat de se battre sur des terrains qui concernent les conditions de vie immédiate des travailleurs sans emploi et sans ressources afin de les soulager de la misère bourgeoise et leur redonner confiance dans la lutte.

Ainsi on peut et on doit s'opposer aux expulsions dans les quartiers, aux coupures d'électricité, se battre pour la gratuité des transports, de l'école pour les enfants, viser à la simplification des démarches administratives notamment en ce qui concerne les services sociaux, etc. C'est seulement sur ces bases qu'il sera possible par la suite de dégager des forces capables de se coordonner entre elles pour des actions plus générales et plus larges, alors que la création d'un syndicat des chômeurs style Pagat a justement pour but de briser préventivement toute expression de lutte véritable et toute possibilité ultérieure d'une organisation réelle réunissant les chômeurs et les actifs dans la lutte contre le chômage. Contre la crise, l'austérité et le chômage. Pour un front de lutte prolétarien. ●

- 1) L'augmentation du "revenu des français", annoncée récemment par les divers organes de presse, ne change rien à ce que nous disons; d'autant plus que cette étude "objective" passe allégrement sous silence les 3 millions de chômeurs.
- 2) Partage n° 23, sept. oct. 85.

# Contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme: GUERRE DE CLASSE!

TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES LORS DE LA MANIFESTATION DU 16 NOVEMBRE A GENEVE.

Avec ses milliards de dette, ses millions de chômeurs, sa famine endémique, ses guerres locales qui n'en finissent pas, le capitalisme en crise démontre par les faits les plus cruels qu'il n'engendre que destruction et misère. Dans ce contexte de crise où les contradictions et antagonismes impérialistes se font toujours plus aigus, les deux vedettes du théâtre guignol impérialiste, Reagan et Gorbatchev viennent faire leur show à Genève, chacun pour démontrer aux prolétaires du monde entier sa bonne foi et sa volonté d'instaurer la paix sur la planète. Mais derrière le décorum de cette mise en scène, les antagonismes se creusent. L'édifice de Yalta se fissure à la fois sous les coups de la crise qui pousse chaque capitaliste à écraser ses adversaires avec toujours plus de hargne, et à la fois sous la poussée des luttes prolétariennes qui, comme en Pologne ou en Grande-Bretagne, secouent l'ordre établi, la discipline et la soumission à l'Etat bourgeois.

Aucun Etat capitaliste, tant à l'Ouest qu'à l'Est, n'est disposé à reculer dans la course qu'il mène pour s'assurer une plus large influence et une part plus importante du marché international, **quelqu'en soient les conséquences militaires et guerrières.** Leurs interventions armées et le garrot du chantage militaire et financier qu'ils pratiquent de l'Amérique Latine au Cambodge, en passant par le Moyen-Orient et l'Afghanistan, sont une preuve irréfutable que pour eux la phase actuelle du capitalisme n'est pas à l'équilibre dans les rapports de force, **mais à la préparation à la guerre pour bouleverser ceux-ci.** L'impérialisme mondial, les "riches", ne veut pas la paix. La "paix des riches" était une réalité après le partage de Yalta, valable seulement dans la période d'accumulation capitaliste effrénée d'après-guerre. Mais la crise a relégué aux oubliettes cette période de bonheur suprême - en dépit des scènes de ménage inévitables comme la querelle de Cuba en 1962 - et impose **objectivement** une nouvelle période de préparation à la guerre. Aujourd'hui ce qui est à l'ordre du jour c'est la "guerre des riches", la guerre impérialiste généralisée!

La rencontre Reagan-Gorbatchev, comme toutes autres réunions au sommet sur le désarmement, ne joue aucun rôle pour l'établissement de la paix. Au contraire, elle sert, pour chaque camp, à ressouder et rassembler les rangs de chacune des deux grandes nations impérialistes, et en particulier ceux du prolétariat, autour de leurs intérêts réciproques et antagoniques. L'objectif n'est pas de limiter la course aux armements, mais, pour chacun, de démontrer que le fauteur de guerre c'est **L'AUTRE.** La multiplication des conférences sur la paix et le désarmement a donc toujours au moins deux conséquences :

- LA MONTEE DU CHAUVINISME,
- LE BLINDAGE DE L'ETAT.

Le premier est indispensable au renforcement de l'interventionnisme militaire. Il s'accompagne également de la montée du racisme et de la xénophobie. Le chauvinisme national va d'ailleurs de pair avec le chauvinisme d'entreprise et sa nouvelle idéologie libérale défendue par tous les partis socialistes. Le second s'exerce contre toute forme de lutte non parlementaire et les criminalise. En Suisse, les exemples de ce processus s'accumulent : de l'illégalité de la grève reconnue par le Tribunal fédéral, autant que par la bonzérie syndicale, en passant par la nouvelle loi sur la censure et la condamnation du colleur d'affiche de Zürich ! Ce blindage est indispensable à la bourgeoisie pour mater démocratiquement toute velléité de lutte ouvrière et anti-militariste, et pour se justifier elle met en place la psychose du terrorisme !

Chacun des deux camps - ainsi que leurs compères moins puissants - tente donc dans cette conférence de **mystifier les prolétaires sur sa propre volonté de paix !**

**Il n'y a pas de paix possible entre les nations sous le règne du capitalisme, comme il ne peut pas y avoir de paix entre les classes.** La bourgeoisie cherche donc la paix entre les classes pour renforcer les bases de la guerre impérialiste.

Pour le pacifisme cette lutte (pas contre la guerre, mais "pour la paix") dépend essentiellement, d'une part de la bonne entente entre les peuples (toutes classes confondues), et d'autre part, de la prise de conscience de "chacun" et surtout des dirigeants politiques, de l'horreur de la guerre. Une telle attitude n'est pas nouvelle, elle découle du postulat que la paix est possible sous le règne du capitalisme. Elle a pris fortement racine en Europe, désignée par les USA et l'URSS, comme leur futur champ de bataille. Cette perspective a entraîné des réactions d'autonomie à l'égard du grand frère américain et provoqué, parfois, des réticences à l'installation des missiles US, vite levées d'ailleurs comme en témoignent le volte-face des Pays-Bas. Mais surtout, elle a entraîné un vaste mouvement pacifiste et légaliste des classes moyennes apeurées par le spectre nucléaire et réveillé parmi elles la doctrine du non-alignement. Ce mouvement voudrait mobiliser de larges couches sociales pour exercer une pression morale et humanitaire sur la classe capitaliste dominante. Il élude donc toute la question concernant la lutte classiste du prolétariat contre la guerre, pour y opposer un **magma social et idéologique**, prétendant faire l'unité entre toutes les forces de "bonne volonté" pour "marcher ensemble vers la paix". La manifestation - magma - d'aujourd'hui est le "brillant" exemple de cette idéologie petite-bourgeoise respectueuse des institutions et de la domination bourgeoise, qui estime d'ailleurs en conclusion de la rencontre Reagan-Gorbatchev "un accord, même minimum, est bien sûr souhaitable, puisque l'avenir de l'humanité est en jeu".

Nous déclarons clairement et sur la base de toute l'expérience historique passée, que la clarification politique et l'émergence de la lutte prolétarienne contre la guerre ne se fera pas par le rassemblement et la vague unité de toutes les composantes du réformisme et du centrisme, mais par la défense contre ces courants d'une ligne d'action prolétarienne, **indépendante de toute fraction bourgeoise.** Le pacifisme qui oppose à la montée du militarisme bourgeois la platitude des mots et des illusions désorientantes, n'aboutit en définitive **qu'au désarmement des prolétaires face à la guerre.**

Lutter contre les préparatifs de guerre, dont font partie intégrante les conférences sur la paix, ce n'est pas seulement dénoncer les deux grands impérialismes venus faire leur théâtre à Genève, c'est aussi dénoncer son propre impérialisme qui participe à sa manière à la montée des tensions inter-impérialistes, en accordant l'asile à ces deux grands brigands, en armant les bourgeoisies d'autres pays contre leurs prolétaires, en tirant profit de la mise sous tutelle financière de la moitié du monde, en anesthésiant la lutte de classe directe ici-même.

Contre les préparatifs de guerre, les prolétaires doivent viser leur propre bourgeoisie, lutter contre le militarisme grandissant dans leurs propres frontières, dénoncer clairement que les fauteurs de guerre sont "leurs" propres capitalistes, démocratiques ou non.

La lutte du prolétariat contre la guerre passe de façon incontournable par sa lutte contre la bourgeoisie qui l'exploite, contre l'armée qui l'embrigade, contre les flics et la justice qui le musèlent contre l'idéologie démocratique qui le mystifie, contre l'impérialisme de sa propre nation qui opprime les prolétaires et masses exploitées des nations plus faibles. C'est par cette lutte que surgira l'**internationalisme prolétarien** seul rempart réel contre la guerre, et bases nécessaires pour transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire du prolétariat, comme les ouvriers allemands ont courageusement tenté de le faire lors de la première guerre impérialiste de 14-18.

**LE MILITARISME ET LA GUERRE SONT LES FRUITS DU CAPITALISME ET NE DISPARAITRONT QU'AVEC LUI !**

## APRES GENEVE, ON CONTINUE !

( Suite de la page 1 )

Rappelons brièvement que son but déclaré est de créer une défense anti-missiles qui mettrait le sol américain hors d'atteinte des fusées soviétiques. Cet objectif officiel ne sera sans doute jamais réalisé (les experts militaires estiment qu'il faudrait 20 ou 50 ans avant qu'une défense hermétique soit réalisable), mais il sert à justifier un ambitieux programme militaire et une accélération de la course aux armements.

Le programme SDI a provoqué la grogne de l'URSS, mais il a surtout entraîné des réactions d'hostilité parmi les alliés européens et, dans une moindre mesure, aux USA même. Ses conséquences seront en fait très importantes puisqu'il vise à une rupture de la "parité nucléaire", c'est-à-dire de "l'équilibre de la terreur" qui était l'autre face de la "co-existence pacifique" qui règne depuis la dernière guerre entre les grands Etats impérialistes. Pendant cette époque on construisait des fusées pour ne pas se faire la guerre, maintenant on va construire des armes pour faire et gagner la guerre.

futur conflit avec la propagande en faveur des "droits de l'homme".

Le projet de "guerre des étoiles" se présente comme la concrétisation de ces tendances sous la forme d'un programme cohérent (et de très importants crédits) qui oriente d'ores et déjà l'effort militaire des USA. Pour bien marquer leur détermination, les américains ont même fait des propositions de collaboration aux européens, il y a quelques mois, sous la forme d'un quasi-ultimatum auquel il fallait répondre dans les 30 jours !

Mais les bourgeoisies européennes ne montrent guère d'enthousiasme pour un projet qui ne peut que rapprocher la perspective d'un conflit dont le champ de bataille principal sera l'Europe. La France y voit en outre un risque mortel pour la crédibilité de sa force de frappe, qui est le point d'appui de son autonomie relative vis-à-vis des USA et une carte majeure pour son influence en Europe, c'est-à-dire sur l'Allemagne.

Pour surmonter ces difficultés, les USA doivent faire la démonstration qu'ils ne sont pas des bellicistes enragés; le grand spectacle de Genève a cette fonction, au-delà de l'habituel message à destination des masses qui veut faire croire qu'on entasse des armes pour imposer la paix à l'adversaire, jusqu'au jour bien sûr où l'adversaire nous contraindra à faire la guerre.

Le deuxième volet de l'offensive de charme des américains consiste à faire miroiter aux industriels européens de fructueux contrats, dans le cadre du SDI. Le résultat serait d'arrimer solidement l'industrie de pointe du vieux continent, et en position évidemment subordonnée, à l'effort de guerre U.S. Par voie de conséquence les velléités d'indépendance des européens disparaîtraient. Pour parer à ce danger, seule une réponse globale au niveau européen était envisageable : c'est le programme Euréka, hâtivement élaboré dans l'optique de réunir et préserver les capacités industrielles de haute technologie de la communauté. Mais si tous les Etats de la CEE ont accepté Euréka, le programme reste encore flou et, plus grave, les crédits sont rares. Les sirènes d'outre-Atlantique sont donc toujours aussi attirantes. La Grande-Bretagne a donné son accord à SDI (contre la garantie de contrats

d'une valeur de 1,5 milliards de dollars), la RFA suit. En France, bastion de la résistance aux USA, le gouvernement a admis qu'il ne pouvait empêcher les firmes industrielles (nationalisées !) d'y participer : déjà Matra est sur les rangs...

Guerre des étoiles, Euréka, derrière ces noms se dessinent les rivalités inter-impérialistes et la course au prochain conflit mondial. Le ministre allemand de la Défense vient de proposer la création d'un système de "guerre des étoiles" à l'européenne, dans la ligne de ce qu'avait déclaré Hernal en mars dernier. La firme "Aérospatiale" fait des recherches : "il pourrait y avoir "des systèmes locaux protégeant Reims, "Paris ou Marseille. Ces systèmes doivent "être construits et contrôlés par le "pays lui-même" (1).

Partie des USA, la relance de la course aux armements, gagne le monde entier; si nous n'avons pas parlé de l'URSS ce n'est pas que le militarisme y soit moins pesant, au contraire. Il semble seulement que l'industrie russe ait certaines difficultés pour produire de nouveaux types d'armes. L'impérialisme soviétique craindrait d'être distancé dans ces domaines par son rival et chercherait à gagner du temps.

A quoi servent donc les sommets sur le désarmement, sinon à masquer la militarisation et la course aux armements ?

Les prolétaires ne doivent pas s'y laisser prendre. Jamais aucun accord au sommet ou aucun traité entre Etats n'a empêché la guerre dont les causes profondes sont à chercher dans les rivalités inter-impérialistes et les crises économiques. Dans la période qui vient et que nous avons définie "d'avant-guerre", les croisades idéologiques et politiques pour mobiliser les masses prolétariennes autour de leur bourgeoisie ou des alliances bourgeoises vont redoubler. Il ne sera possible de s'opposer aux préparatifs de guerre qu'en refusant dès aujourd'hui toute solidarité à "l'économie nationale", ou à la "construction de l'Europe" et en travaillant à retisser les liens de l'union internationale des travailleurs par delà les frontières bourgeoises.

1) "Défense et Armement" n° 46 (nov. 85).

VIENT DE PARAITRE LE NUMERO 5 DE "IL COMUNISTA"

### il comunista

Bimestrale del partito comunista internazionale - Anno III/Quarta serie

**IL RIFORMISMO COLLABORAZIONISTA STA GARIBOLDI FELLS MA NON FORNIRE SOCCORSO**

**SOLIDARISTA' DI CLASSE COI PROLETARI NERI SUDAFRICANI**

**OLI ANNI SETTANTA RIVISTATI DALLA MAGISTRATURA**

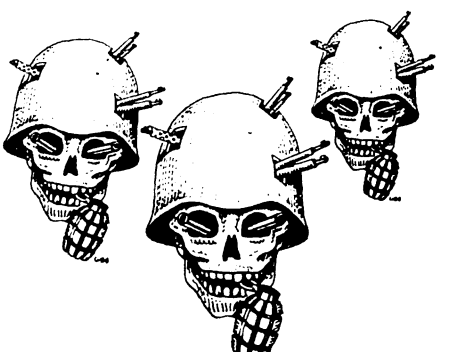
**DANS CE NUMERO :**

- Le réformisme collaborationniste change de peau, mais pas de fonction sociale.
- Retour aux années 70 de la magistrature.
- Solidarité de classe avec les prolétaires noirs sud-africains.
- Afrique du Sud, poudrière du continent noir.
- Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer.
- Matériels pour un bilan politique de la crise interne :
- Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants.
- Nos tâches présentes et nos perspectives.
- Les bases d'adhésion au parti de 1952.

**AVIS AUX LECTEURS**

Toute la correspondance et tout envoi de journaux, textes et autres matériels doivent être adressés à :

**IL COMUNISTA**  
C.P. 10835  
20110 MILANO - ITALIE.



Cette tendance n'est pourtant pas tout à fait nouvelle, si on examine les budgets militaires U.S. successifs, on se rend compte que le tournant date de la présidence Carter; le budget militaire actuel est même inférieur à ce qu'il avait été prévu alors. C'est sous Carter que les militaires ont commencé à chercher de nouveaux types d'armes, utilisables pour un conflit: bombes à neutrons, armes conventionnelles perfectionnées, etc. C'est aussi au même moment que la "doctrine" américaine officielle abandonnait le concept de co-existence pacifique et qu'elle mettait au point les armes idéologiques d'un

# AIDE ALIMENTAIRE: UNE ARME AUX MAINS DE L'IMPERIALISME

Le début de cet article est paru dans "Le Proletaire n° 383". Dans cette première partie, après avoir montré l'aggravation de la situation alimentaire du tiers-monde, nous avons mis en lumière comment l'aide alimentaire permet aux métropoles impérialistes de régulariser leurs propres marchés agricoles tout en ouvrant des débouchés nouveaux dans les pays en voie de développement et en faisant politiquement pression sur ces derniers.

## CHANGEMENT DES HABITUDES ALIMENTAIRES

En effet, ce sont les excédents agricoles que les pays du Nord offrent aux pays du Sud : blé et farine de blé, poudre de lait, butteroil, riz, soja, etc. Ce sont donc des aliments traditionnellement non produits et donc non consommés dans le tiers-monde qui y apparaissent à bas prix. De la sorte, dans la majeure partie de ces pays, le pain de blé tend à devenir la nourriture de base, au moins des populations urbaines, et à remplacer, par exemple, la boule de mil ou le bâton de manioc, alors qu'un grand nombre de ces pays ne produisent pas ou très peu de blé : l'Afrique qui ne produit que 2 % de la production mondiale de blé (simplement parce que la terre n'est pas favorable à cette culture) voit cependant sa demande de pain augmenter cinq fois plus vite que sa production de blé.

On le voit, l'aide alimentaire contribue à modifier les habitudes de consommation des pays bénéficiaires et à les rapprocher de celles des pays occidentaux. Ce n'est pas un hasard si le blé et la farine de blé constituent la majeure partie de l'aide alimentaire. Cette déclaration, en 1971, de Philippe Neeser, président de l'association générale des producteurs de blé français suffit à en témoigner : "vendre d'abord chez ceux qui peuvent payer et faire des dons en nature chez les autres pour les habituer à manger du pain".

## BAISSE DE LA VALEUR MARCHANDE DES CULTURES VIVRIERES

Quelles sont les conséquences de cette modification des habitudes de consommation ? "Dans de nombreux pays (du Sud, NDLR), la mise sur le marché de produits alimentaires à des prix subventionnés a diminué les revenus des producteurs agricoles et les a parfois fait tomber au-dessous du niveau qu'ils auraient vraisemblablement atteint sans aide. L'introduction de céréales nouvelles auxquelles se sont progressivement adaptés les marchés urbains a également découragé dans de nombreux cas les tentatives de développer la production de céréales locales, seules pour l'instant à profiter directement à la paysannerie" (1).

Cette baisse relative de la valeur marchande des cultures vivrières entraîne une baisse de leur production au profit des cultures commerciales (cultures d'exportation) appelées aussi "cultures de rente".

Ainsi, "au Chili, la disponibilité totale des produits alimentaires par habitant a diminué de 11 % entre 1968-1970 et 1977-1979 (...). Au Brésil, la production totale des 11 produits alimentaires essentiels à la consommation populaire a baissé de 13 % entre 1970 et 1980 (...). Dans 5 des 6 pays d'Amérique Centrale, les surfaces cultivées en produits de base (maïs, haricots, riz) ont diminué entre 1965 et 1970" (2).

Pour l'Afrique, le tableau ci-dessous est suffisamment évocateur :

AFRIQUE : CROISSANCE DE LA PRODUCTION DE 1969-1971 A 1977-79 (% annuel moyen).		
	Cultures vivrières	Cultures non vivrières
Mali	1	9,8
Haute-Volta	2	7,2
Tchad	1	2
Malawi	3,1	8,6
Sierra-Leone	1,4	4,9
Congo	-0,1	1,9
Maurice	1,9	3,9
Swaziland	3,7	14,6
Sénégal	1	11,3
Kenya	2,9	7,5

(Source : Banque mondiale. 1981).

Pour la même raison, des pays ou des régions qui ne connaissent pas la famine sont touchés à leur tour.

"Le Monde" du 3/10/84 nous apprend en effet que "pour la première fois, le Sud du Tchad n'est pas épargné. Certes, dans cette région aussi la pluviométrie a été faible et tardive, mais ce n'est pas la raison essentielle. Si une partie du Sud a faim c'est, si l'on ose dire, paradoxalement parce qu'elle est trop riche. La récolte de coton de 1983-1984, qui a atteint 156 000 tonnes était inespérée. Les paysans ont alors négligé leurs cultures traditionnelles, comme

"le mil, pour faire du coton, plus rentable. En outre, une certaine imprévoyance (mais non : c'est ainsi que le veut la production pour le marché NDLR) fait que les paysans constituent moins de greniers qu'autrefois. Alors qu'avant ils ne vendaient que les surplus, ils se sont débarrassés cette année des stocks nécessaires à la consommation. L'insécurité qui règne dans le Sud explique pour une part (pour une part seulement NDLR) ce phénomène dans la mesure où elle a sans doute poussé les paysans à vendre plus vite leurs récoltes. Certains commerçants ont, en outre spéculé : acheté 4 000 francs le sac de mil atteint 25 000 francs CFA sur le marché quelques semaines plus tard. La famine est alors apparue".

Pour la même raison toujours, les meilleures terres, jadis réservées aux seules cultures vivrières, portent maintenant, quand il ne s'agit pas de monoculture, une culture d'exportation (arachide, café, cacao, coton, etc.) en tête de rotation.

Par ailleurs, on constate une accélération dans la rotation des cultures et le raccourcissement voire la disparition des jachères là où elles étaient nécessaires à la reconstitution des sols, ce qui entraîne la baisse de la fertilité ou la ruine des sols et la mise en culture de nouvelles terres après défrichement, avec pour conséquence la diminution des superficies offertes aux troupeaux bovins nomades, la diminution des surfaces boisées et l'extension du désert.

Pour la même raison enfin, les "greniers à mil" se font rares ou disparaissent, remplacés par les silos à blé des grandes villes. En effet, ces greniers étaient alimentés par les paysans qui, traditionnellement, pratiquaient des cultures vivrières en quantité importante et pouvaient ainsi commercialiser leurs surplus. Ces greniers constituaient des réserves de vivres dont la consommation était différée afin de faire face aux aléas climatiques.

Notons encore que, souvent, ce sont les cultures d'exportation qui bénéficient de la majeure partie de "l'assistance technique" (engrais, semences, pesticides, machines) fournie par l'impérialisme. C'est le cas, par exemple, des cultures de "contre-saison" dont la production et les exportations n'ont cessé de croître dans la région soudanohésérienne depuis le début des années 70, période des pires moments de la sécheresse (3). De la même manière, les cultures de rente bénéficient d'un circuit de commercialisation organisée, contrairement aux cultures vivrières.

La simple introduction de semences sélectionnées (maïs hybride, par exemple) par l'impérialisme dans les pays du tiers-monde participe aussi à la modification de leur structure agricole. En effet, la semence sélectionnée demande, pour se développer correctement, des soins spéciaux (engrais, pesticides, soins culturaux) que le paysan traditionnel, trop pauvre, est bien incapable d'apporter. Par ailleurs, les semences sélectionnées, contrairement aux semences indigènes dégénèrent dès le deuxième cycle agricole. Enfin, par le phénomène d'hybridation après pollinisation par le vent, les insectes ou les oiseaux, les semences sélectionnées font dégénérer les semences indigènes. C'est donc un cadeau empoisonné pour le petit paysan traditionnel. Il ne profite, ainsi d'ailleurs que l'introduction d'engrais, de pesticides et de machines, qu'au paysan équipé et technicisé et, est-il besoin d'ajouter, aux firmes occidentales.

Pour terminer, montrons comment les "fonds de contre-partie" modifient également les campagnes du tiers-monde. Nous avons vu ("Le Proletaire" n° 383) que l'Etat receveur d'aide alimentaire américaine peut vendre les produits reçus au titre de l'aide mais doit alors rembourser les E.U. en versant l'argent sur un compte spécial appelé "fonds de contre-partie", ce fonds étant ensuite utilisé dans le pays receveur, soit par les Etats-Unis, soit par le pays receveur après approbation des Etats-Unis. On imagine aisément que ces "fonds de contre-partie" ne sont pas destinés à développer la culture du mil ou du manioc mais "à financer la promotion des produits agricoles des E.U. dans le pays, (...), à accorder des prêts à des entreprises désireuses de s'y implanter, à des sociétés ou à des coopératives destinées à produire des produits sous licence américaine ou à diffuser de tels produits" (4). Ainsi, "plus de 400 prêts

"ont été alloués entre 1958 et 1975 à des firmes privées pour des projets susceptibles d'accroître la consommation des produits américains : élevages industriels, usines d'aliment du bétail; mini-teries..." (5). Citons un exemple révélateur : "en Colombie, à partir de 1958, la firme Ralston Purina implante une production de nourriture pour poulets et une production intégrée de poulets. Or dans la région concernée, où le frijol, sorte de haricot, est à la base de l'alimentation des couches pauvres de la population, Ralston Purina a réduit à presque rien les surfaces consacrées au frijol au profit du soja et du sorgho exclusivement destinés à l'alimentation des poulets... Les poulets sont écoulés à l'étranger ou dans les couches les plus aisées de la population colombienne" (5).

On voit donc comment l'aide alimentaire, en changeant les habitudes de consommation des populations des pays du Sud, entraîne une baisse de la valeur marchande des cultures indigènes et, par voie de conséquence, une baisse des revenus des paysans traditionnels, une baisse relative de la production des cultures vivrières et une nette augmentation des cultures d'exportation avec emploi d'engrais, de semences sélectionnées et de machines.

La monétarisation de l'économie agricole, amorcée par le colonialisme, s'y poursuit donc à vitesse accélérée et dans les pays "pauvres", c'est la création d'une agriculture "à l'occidentale" qui est à l'ordre du jour et irréversible, même si certains Etats tentent de freiner ce processus par suite de la crise. C'est de moins en moins pour l'autoconsommation et de plus en plus pour le marché que l'on y produit et cette pénétration des rapports de production et d'échange capitalistes à la campagne signifie l'intégration des pays du tiers-monde dans la division internationale du travail.

## EXODE RURAL

Ce changement dans la structure économique de ces pays entraîne un changement de leur structure sociale. Ainsi, le petit paysan traditionnel ne pouvant plus s'auto-provisionner en semences comme il l'a fait pendant longtemps, doit entrer en contact avec le marché capitaliste par l'intermédiaire du fournisseur local et engager des dépenses bien plus importantes que les bénéfices apportés par les meilleurs rendements dus aux semences sélectionnées, les engrais ou les phytomédicaments. Il achète donc à crédit, s'appauvrit, se ruine, devient paysan sans terre et finit, quand il le peut, par vendre sa force de travail. Dans le cas contraire, il devient chômeur et est contraint soit d'émigrer, soit de gagner la ville où il pourra au moins bénéficier de l'aide alimentaire.

Voilà expliqués les grands flux migratoires des campagnes vers les villes du tiers-monde : c'est parce qu'elles ne peuvent plus faire vivre tous les paysans que les campagnes se vident ! Voilà qui explique du même coup, à côté de la croissance démographique, l'urbanisation sauvage des pays en voie de développement (qui regrouperont, selon les experts bourgeois, 80 % de l'humanité dans une dizaine d'années). La population urbaine y augmente en moyenne deux fois plus vite que la population totale et jusqu'à sept fois plus vite que la population rurale. Déjà, la moitié de la population d'Amérique Latine vit en ville. L'Afrique Noire est la partie du monde où la population augmente plus vite (2,9 % annuellement depuis 1970) que la production alimentaire (1,5 % par an). N'est-il pas significatif que c'est justement l'Afrique centrale qui connaît la vitesse d'urbanisation la plus élevée de la planète ? Mais peut-on parler d'urbanisation quand on connaît les conditions dans lesquelles vivent les masses de ces pays ? C'est bien de bidonvillisation qu'il est question.

Pour nourrir ces populations urbaines, il y a l'aide alimentaire. Mais elle est soigneusement dosée de manière à amorcer les importations de produits alimentaires occidentaux. Ainsi, au Bangladesh, elle a d'abord ruiné l'élevage local. "Depuis, les importations commerciales de lait en poudre ont augmenté et absorbent une part croissante des maigres ressources du pays (...). Les importations commerciales de lait en boîte représentaient 5 600 tonnes en 1980-1981. Elles sont passées de 220 à 540 millions de takas de 1979-1980 à 1980-1981, soit plus de deux fois le budget consacré par l'Etat au développement de l'élevage et de la production "laitières" (6). Au cours des années 70, les importations de céréales ont doublé pour l'ensemble de l'Afrique et elles devraient encore doubler de 1980 à 1985. "Le montant de la facture

"céréalière atteindra alors, en Afrique le cinquième des recettes d'exportation" (7).

C'est pourquoi la culture du blé augmente également dans de nombreux pays en voie de développement. Due aux habitudes de consommation acquises par le biais de l'aide alimentaire, cette augmentation permet aux pays développés d'introduire une agriculture "à l'américaine" avec emploi d'engrais, de pesticides, de machines. Tout cela coûte cher. Ainsi, "au Cameroun, la Sodéblé, chargée de promouvoir la culture industrielle du blé sur les hauts plateaux de l'Adamaoua, ne dépense pas un rendement de 15 quintaux à l'hectare, et ce après plusieurs années d'expérimentation et la mise en oeuvre de moyens considérables. Le blé de la Sodéblé coûte deux fois plus cher que celui que le Cameroun importe" (8).

L'adoption progressive de modèles de production et de consommation agricoles des pays fournisseurs d'aide alimentaire coûte cher aux pays en voie de développement. Ceux-ci sont donc fortement endettés, d'autant plus qu'il y a "détérioration des termes de l'échange" (il leur faut exporter plus pour acheter autant). Ainsi pour l'Afrique, "la dette extérieure continue de s'accroître : son service engloutit près de 32 % des recettes d'exportation en 1985 contre 15 % en 1981" ("Le Monde" du 21/11/85), et si, en 10 ans, les importations alimentaires ont doublé en volume, elles ont quintuplé en valeur.

Mais si ces pays s'endettaient trop, cette situation menacerait le système monétaire mondial. Aussi, le Fonds Monétaire International n'hésite-t-il pas à imposer des plans d'austérité aux pays du tiers-monde par la contraction de leurs importations et donc la réduction de la consommation des masses pauvres. Voilà comment s'expliquent les émeutes de la faim (Maroc, Tunisie, Egypte, Colombie, etc.) dont nous avons parlé dans ces colonnes. Voilà comment s'explique enfin pourquoi les pays du tiers-monde sont de si bons clients sur les marchés des armes : c'est par la violence que les bourgeoisies locales défendent leurs privilèges.

Cependant, il est au moins une marchandise qui ne coûte pas cher dans les pays du tiers-monde : c'est la force de travail humaine. Ainsi, dans le même temps où les techniques agricoles y sont bouleversées, apparaissent des usines d'engrais, de pesticides, de machines agricoles, et de nombreux pays accroissent leur capacité en se dotant d'une industrie minière fournie par les industriels occidentaux. Tous les pays du tiers-monde ne sont pas aussi fortement intégrés au marché mondial. Cependant la main d'oeuvre à bon marché y attire les multinationales de l'agro-industrie. "Dans l'ensemble du tiers-monde, c'est en Amérique Latine que la pénétration de ces multinationales a été la plus importante. En 1975, la valeur de leur production dans la région atteignait 51,5 milliards de dollars et elles employaient 2 300 000 personnes. L'Amérique Latine représentait 55 % de la valeur de leur production pour l'ensemble du tiers-monde (...). La croissance de ce secteur (agro-alimentaire, NDLR) à partir des années 50 a été, en Amérique Latine, quatre fois plus rapide que celle de la population" (9).

L'exode rural permet donc l'industrialisation des pays du tiers-monde et l'apparition à côté du chômeur, d'une figure sociale nouvelle : le prolétaire.

Dans la dernière partie de cet article, nous essaierons de voir ce que signifie l'essor du commerce agro-alimentaire dans le contexte de crise que connaît aujourd'hui le capitalisme. Nous critiquerons les positions prises par les tiers-mondistes à propos de l'aide alimentaire. Enfin, nous préciserons la politique des communistes révolutionnaires pour en finir avec l'utilisation de la terre en fonction du profit et la mettre enfin au service de l'homme, enfin émancipé de toute forme d'exploitation.

(à suivre)

- 1) Sophie Bessis, "l'arme alimentaire", P.C.M. (Petite Collection Maspéro), n° 248, page 324.
- 2) "Famines et pénuries", P.C.M. n° 273, page 30 et 31.
- 3) "La France contre l'Afrique", P.C.M. n° 251, page 159 à 171.
- 4) "Qui se nourrit de la famine en Afrique", P.C.M. n° 153, page 187.
- 5) "L'aide alimentaire", Editions Syros, page 40.
- 6) P.C.M. n° 273, page 41 et 43.
- 7) "Les marchés de la faim". Erard, Mounier. Editions La Découverte, page 54.
- 8) Ibid. page 83.
- 9) P.C.M. n° 273, page 39.

## GUADELOUPE : UNION SACREE

Après le formidable mouvement de solidarité avec le militant indépendantiste G. Faisans qui a secoué la Guadeloupe cet été et qui a abouti à la libération de celui-ci, les défenseurs de l'impérialisme français redoutaient une radicalisation des partis indépendantistes. Les partis de droite en France en particulier avaient fulminé contre le "recul de l'Etat face à la pression de la rue" (leurs homologues guadeloupéens, plus à même de mesurer le rapport réel des forces pendant les événements et la tension de la situation, étaient, eux, partisans de la libération de Faisans).

3 mois plus tard, la principale organisation indépendantiste, l'UPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) appelle la bourgeoisie de l'île à un "forum sur le développement de la Guadeloupe" et annonce un changement de sa stratégie avec une campagne pour l'inscription sur les listes électorales et la proposition d'une sorte d'union sacrée à toutes les forces politiques locales. Quelques jours plus tard, c'est au tour de l'organisation clandestine ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe) d'annoncer qu'elle "s'engage devant le peuple et ceci formellement à ne mener aucune action de type militaire sur le territoire national de Guadeloupe" et cela pour une période de 6 mois.

Comment s'explique cet apparent revirement des indépendantistes ?

"Libération" y voit "les conséquences des événements de juillet où la Guadeloupe réclamait la libération de G. Faisans faillit connaître des heures tragiques". Craignant à tout moment les débordements, contrôlant "difficilement les manifestants, l'UPLG a pu mesurer à quel point le "grand soir" s'annonçait mal" (1); un leader de l'UPLG confirme au "Matin" que la situation est grosse de tensions sociales et raciales qui pourraient un jour déboucher sur une véritable explosion qui "serait négative pour tout le monde" (2). Le docteur Makoukou, qui assure que l'UPLG reste dans la ligne de son deuxième congrès, précise : "en Guadeloupe, aujourd'hui, d'autres personnes, d'autres forces interpellées par la gravité de la situation s'interrogent également. Elles ont une expérience pratique, particulière et générale, très riche parfois, qui leur permet de saisir la nature des obstacles au développement du pays et de formuler des propositions

"précises (...). Si nous éliminons cette bourgeoisie qui travaille dans la production, le jour où la Guadeloupe sera indépendante, nous serons bien obligés de la chercher quelque part" (3)...

Ces déclarations ont déjà reçu l'accueil favorable de personnalités de la bourgeoisie, blanche ou noire, "productive" ou non (notamment la Chambre syndicale des grands hôtels, l'Office du tourisme, etc.).

La petite-bourgeoisie indépendantiste, effrayée par la puissance du mouvement spontané des masses, révèle donc ouvertement ses penchants à la conciliation avec l'ordre établi et avec la bourgeoisie en place et démontre que pour elle le sens de la revendication indépendantiste c'est d'être associé au développement du capital.

Les communistes doivent apprécier à sa juste valeur cette évolution qui clarifie la scène politique; il ne s'ensuit évidemment pas qu'il faille abandonner le slogan "indépendance immédiate et sans condition pour les DOM-TOM". Dans les conditions particulières de la situation dans les DOM-TOM, la lutte sociale se heurte à la forme coloniale de la domination bourgeoise et elle ne peut pas ne pas mettre en avant l'objectif de l'indépendance. Mais les communistes ne mettent pas dans cet objectif le même contenu que les petits-bourgeois : il s'agit avant tout de lutter contre l'ordre impérialiste et bourgeois aussi bien politiquement que socialement.

La lutte pour l'indépendance n'est pas une fin en soi mais un terrain inévitable pour arracher le prolétariat et les couches opprimées à l'emprise de la petite-bourgeoisie et du réformisme; elle ne doit pas servir à masquer les antagonismes de classe, mais à démontrer au contraire, l'inconstance, les hésitations, y compris sur cet objectif limité, des partis nationalistes. Les communistes peuvent y arriver s'ils n'oublient pas leur tâche d'organisation autonome des prolétaires sur des bases de classe pour des objectifs de lutte immédiate comme pour l'objectif final de la révolution communiste internationale. C'est alors que l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise peut être battue en brèche et que la revendication indépendantiste peut devenir un formidable levier pour la lutte contre l'exploitation et l'oppression de toutes espèces.

Dans la métropole, le mot d'ordre d'indépendance immédiate est un besoin pour l'union du prolétariat de toute provenance qui exige la rupture avec les traditions du chauvinisme et la lutte contre la politique impérialiste. Il doit s'accompagner d'une solidarité réelle avec les mouvements de révolte dans les colonies et les victimes de l'impérialisme.

**Indépendance pour les DOM-TOM. Libération des militants indépendantistes** (17 militants indépendantistes tahitiens ont été condamnés en première instance le 29 août après une manifestation).

**Union internationale du prolétariat pour la révolution communiste.**

- 1) "Libération" du 28/10/85.
- 2) "Le Matin" du 29/10/85.
- 3) "Libération", ibid.

## Fastes capitalistes en Grande-Bretagne

Un rapport (1) établi par un service de recherche universitaire sur les bas salaires a été publié le mois dernier à Londres: il fait une comparaison sur la situation d'une famille à bas revenu dépendant de la sécurité sociale. Pour qu'une famille de 5 personnes ait le même niveau de vie qu'en 1899, il lui faudrait actuellement un revenu de 85 Livres par semaine, et de 107 Livres par semaine pour atteindre le revenu de 1950. Or le maximum que les différentes allocations puissent lui fournir est un revenu de 90 Livres, plus une aide au logement de 25 Livres environ, tout cela par semaine.



De moins en moins pour les prolétaires, de plus en plus pour les flics !

Pour compléter le tableau, il faut indiquer que la mairie de Londres (Greater London Council) a à s'occuper de 26 000 sans-abris, plusieurs milliers dormiraient dans les rues; dans toute la Grande-Bretagne, les services sociaux ont logé 83 000 sans-abris alors que 98 000 familles n'ont pu être secourues; à ces chiffres il faudrait ajouter les sans-abris célibataires qui ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

Ces chiffres n'empêchent pas le gouvernement britannique de prévoir diverses réductions dans le système de sécurité sociale et la diminution des dépenses de l'Etat dans des secteurs comme l'aide au logement. Lors du débat à la Chambre des Communes début novembre, Thatcher pour justifier de prochaines diminutions d'impôts - qui auront surtout de l'effet sur les revenus élevés - s'est exclamée : "nous, les conservateurs nous sommes ceux qui croient que les gens ont le droit de garder une plus grande part de leur revenu".

Mais les gens dont elle parle sont les capitalistes et les bourgeois divers: la bourse est en hausse, la reprise économique se poursuit, le taux de profit des entreprises (celles qui n'ont pas fait faillite) aurait rejoint celui des années 70. Et si certains experts craignent "de graves troubles économiques, politiques et sociaux" (2), l'Etat y répond en préparant de nouvelles lois sur l'ordre public, tandis que le patronat britannique estime (3) qu'un objectif central est "la maîtrise des augmentations salariales", c'est-à-dire en clair, la baisse des salaires réels ou au moins leur stagnation.

- 1) Low Pay Review n°23.
- 2) Rapport de la Chambre des Lords.
- 3) Rapport de la CBI (le CNPF anglais).

## N.-Calédonie : les élections n'ont rien changé !

Un des buts de la politique de Pisani en Nouvelle-Calédonie était d'arriver à constituer une sorte de 3ème force politique, à mi-chemin des "extrémistes" du FLNKS et des anti-indépendantistes, qui aurait pu faire fonctionner les nouvelles institutions et acheminer sans heurt l'île vers une semi-indépendance de type néo-colonial.

Les élections ont vu l'échec de cette tentative : la polarisation électorale autour du FLNKS d'un côté et du RPCR de l'autre a été le reflet des antagonismes qui existent dans la réalité. La population kanake, démobilisée par le changement de stratégie et les atermoiements du FLNKS, a cependant voté à 80 % en faveur des indépendantistes. De leur côté, les caldoches ont accordé aussi massivement leurs suffrages à la droite, et surtout au RPCR.

Ces résultats n'entraînent cependant pas l'échec du plan Pisani. Grâce à l'ingénieux découpage mis au point, chaque formation a pu crier victoire : le FLNKS prend la direction de 3 régions sur 4, et les anti-indépendantistes obtiennent la majorité au "congrès" qui constitue l'instance suprême de l'île.

Les dirigeants du FLNKS ont aussitôt annoncé qu'ils allaient commencer à construire les bases de l'indépendance dans les régions qu'ils dirigent. Or sans contrôler la région la plus riche (Nouméa), sans disposer du pouvoir exécutif, il est difficile de construire quelle que "base de l'indépendance" que ce soit, à moins qu'il s'agisse de bases arrières pour un affrontement avec le pouvoir colonial, ce que le FLNKS a exclu.

Pour les masses kanakes en tout cas ces déclarations ne pouvaient avoir qu'un seul sens : exproprier les grands propriétaires, occuper les terres, sortir du cadre étrié des tribus. Mais le FLNKS se garde bien d'aller dans ce sens et semble au contraire privilégier l'action au sein des institutions.

Les incidents spontanés (attaques de colons, massacres de bétail) qui ont eu lieu après les élections sont d'autant plus significatifs d'un état d'esprit : tôt ou tard les masses kanakes demanderont à voir le résultat concret de la "victoire" électorale. Les causes socio-économiques qui les ont poussés en mouvement n'ont pas magiquement disparu sous l'effet des bulletins de vote.

Du côté caldoche, les signes de tension se font également jour : les colons dans la brousse organisent des milices, alors que des "éléments incontrôlés" multiplient les attentats à Nouméa.

C'est dans ces conditions que s'est déroulé fin novembre, sans la présence des journalistes, le congrès du FLNKS. La presse française a surtout relevé, pour le regretter, que la tendance "modérée" de l'Union Calédonienne ne se soit pas imposée au détriment des forces minoritaires. "Le Monde" laisse entendre que c'est partie remise à la prochaine convention du Front au début de l'année. Les décisions concrètes comportent la création d'une "centrale d'achats", d'une "caisse nationale" alimentée en partie par les cotisations des militants salariés.

Le FLNKS semble donc s'installer dans la situation issue des élections et tourner le dos à une mobilisation de la population sur des objectifs correspondant à ses besoins réels. L'équilibre actuel est pourtant instable. Les atteintes à la propriété privée, les perturbations des activités économiques ne seront pas tolérées indéfiniment par les caldoches et l'Etat français.

Où les masses kanakes pourront reconstruire et renforcer un rapport de forces qui fasse reculer les colons et l'impérialisme, ou, tôt ou tard, elles subiront une brutale répression pour la restauration de l'ordre colonial ébranlé.

## TUNISIE : QUELLES CAUSES A L'OFFENSIVE ANTISYNDICALE ?

Les relations entre le gouvernement et l'UGTT, mauvaises depuis plusieurs mois, ont tourné depuis cet été à l'affrontement avec l'interdiction de l'hebdomadaire du syndicat AL CHAAB qui avait publié un article contre les hausses des prix; puis ce fut la suppression du prélèvement automatique des cotisations syndicales sur les salaires, la fin du paiement par l'Etat de permanents du syndicat, la mesure "d'isolement administratif" du secrétaire général Habib ACHOUR, l'attaque de locaux syndicaux par les milices du parti destourien sous la protection de la police, aboutissant à la formation de soi-disant "comités provisoires syndicaux" qui réclament la dissolution de la direction et la tenue d'un congrès extraordinaire du syndicat.

Le gouvernement justifie son action en accusant l'UGTT de collusion avec la Lybie ou de ... tentatives insurrectionnelles! En fait il lui reproche de refuser une trêve sociale et de ne pas faire bloc autour du régime.

Pour comprendre les raisons des attaques gouvernementales, il faut revenir aux émeutes de janvier 84 qui obligèrent l'Etat tunisien à reculer et à annuler les hausses des prix. Depuis lors, se pose pour ce dernier le problème de savoir comment faire passer les mesures économiques nécessaires à la bonne santé du capitalisme tunisien alors que la combativité des travailleurs ne s'est pas démentie.

Le gouvernement M'Zali y répond en faisant pression sur l'UGTT pour qu'elle abandonne au maximum l'usage de la grève et qu'elle discipline ses militants et les travailleurs qu'elle est censée encadrer.

Mais c'est là un objectif qui n'est guère facile à atteindre. D'une part, dans une atmosphère de crise politique larvée de la fin du règne, la direction du syndicat a des objectifs politiques particuliers qui ne coïncident pas nécessairement avec ceux du clan au gouvernement. D'autre part et surtout, elle est obligée, sauf à renoncer à une existence autonome et à laisser le champ libre aux forces radicales et aux Islamistes, de garder le contact avec la base ouvrière et donc de tenir plus ou moins compte des poussées qui en viennent.

Mais cela ne signifie absolument pas que les bonzes syndicaux soient opposés à la paix sociale et qu'ils défendent une quelconque position de

classe. Ils ont maintes fois prouvé le contraire: avant les émeutes de janvier les dirigeants de l'UGTT avaient approuvé les hausses et ils avaient ensuite, en avril 84, signé un accord avec le gouvernement pour "développer un climat de concorde patriotique" afin que "le recours à la grève n'intervienne qu'après épuisement du dialogue à tous les niveaux", c'est-à-dire le plus tard possible. Ils ont fait la chasse aux militants combattifs dans le syndicat et ont tout fait pour éviter les conflits sociaux, comme s'en vantait Achour lui-même en juin dernier.

En août, la direction de l'UGTT suspendait une grève dans l'hôtellerie, en octobre elle fit son possible pour éviter une grève générale réclamée par la base au profit de grèves par secteurs.

La campagne de ferveur patriotique orchestrée par le gouvernement contre la Lybie et reprise par tous les partis d'opposition et l'UGTT elle-même, servit opportunément à reporter sine die ce mouvement.

La gravité des problèmes qui se posent à la Tunisie conduit l'Etat à redéployer son dispositif politique dans le but de laisser le moins possible de possibilités de réactions au prolétariat et aux masses (en 78, une grève générale organisée par l'UGTT échappa au contrôle des bonzes et dégénéra en émeutes), quitte à rudoyer au passage quelques uns de ses serveurs. L'offensive contre la direction de l'UGTT est le prétexte d'attaques brutales contre le niveau de vie des travailleurs que réclame une bourgeoisie impatientée par la prudence du gouvernement.

De la capacité des éléments d'avant-garde du prolétariat à s'y préparer et à préparer les travailleurs dépendra l'issue des prochains affrontements et la situation politique générale dans le pays. Mais il doit être clair que la lutte contre l'offensive de l'Etat, pour la libération des syndicalistes emprisonnés, pour l'organisation des prolétaires sur des bases de classe indépendantes de l'Etat bourgeois et de ses agents, ne peut en aucun cas signifier une quelconque solidarité politique avec les orientations de la direction de l'UGTT, ni avec les positions des 6 partis d'opposition qui, le 22 novembre, ont demandé au gouvernement de réviser sa politique au nom du maintien des "fondements du régime civil, de la stabilité du pays" et de sa "sécurité", c'est-à-dire au nom de la sécurité du capitalisme tunisien.